

RIFT VALLEY INSTITUTE | PROJET USALAMA
INSÉCURITÉ EN VILLE
USAID | SOLUTION POUR LA PAIX ET LE RELÈVEMENT

L'INSÉCURITÉ À GOMA

EXPÉRIENCES, ACTEURS
ET RÉPONSES

RIFT VALLEY INSTITUTE
PROJET USALAMA: INSÉCURITÉ EN VILLE

.....

L'insécurité à Goma: Expériences, acteurs et réponses

MAARTEN HENDRIKS
ET KAREN BÜSCHER



Publié en 2019 par le the Rift Valley Institute
159/163 Marlborough Road, Londres N19 4NF, Royaume-Uni
PO Box 52771 GPO, 00100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama du Rift Valley Institute (RVI) est une initiative de recherche animée par plusieurs partenaires et axée sur des travaux de terrain. Son objectif est d'étudier les groupes armés et leur influence sur la société en République démocratique du Congo.

LE RIFT VALLEY INSTITUTE (RVI)

Le Rift Valley Institute (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique centrale et de l'Est afin de mettre le savoir local au service du développement social, politique et économique.

AUTEURS

Maarten Hendriks est étudiant au doctorat au sein du Conflict Research Group de l'Université de Gand, en Belgique. Ses recherches ethnographiques portent sur les pratiques policières quotidiennes des gangs et des anti-gangs dans la ville de Goma, en RDC. Karen Büscher est professeure associée à l'Université de Gand. Son domaine de recherche est la relation entre conflit violent et urbanisation dans l'est de la RDC.

ASSOCIES DE RECHERCHE

Evariste Mahamba et Jean Baptiste Amani Kanze. Ni assume aucune responsabilité pour le contenu du rapport.

NOTE CONCERNANT LA RESPONSABILITE

Ce rapport est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'United States Agency for International Development (USAID). Les contenus relèvent de la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'USAID, du gouvernement des États-Unis ou du Rift Valley Institute.

REMERCIEMENTS

DIRECTEUR EXECUTIF DU RVI: Mark Bradbury

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS ET DES PROGRAMMES DU RVI: Magnus Taylor

ADMINISTRATEUR DE PROGRAMME DU RVI: Connor Clerke

REVISION: Kate McGuinness

TRADUCTION: Catherine Dauvergne-Newman | *horizons*

CONCEPTION: Iram Allam

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

ISBN 978-1-907431-67-8

COUVERTURE: Un policier patrouille dans les environs d'un camp de résidents déplacés à Mugunga, près de Goma.

DROITS

Copyright © Rift Valley Institute 2019

Image de couverture © UN Photo/Sylvain Liechi

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-

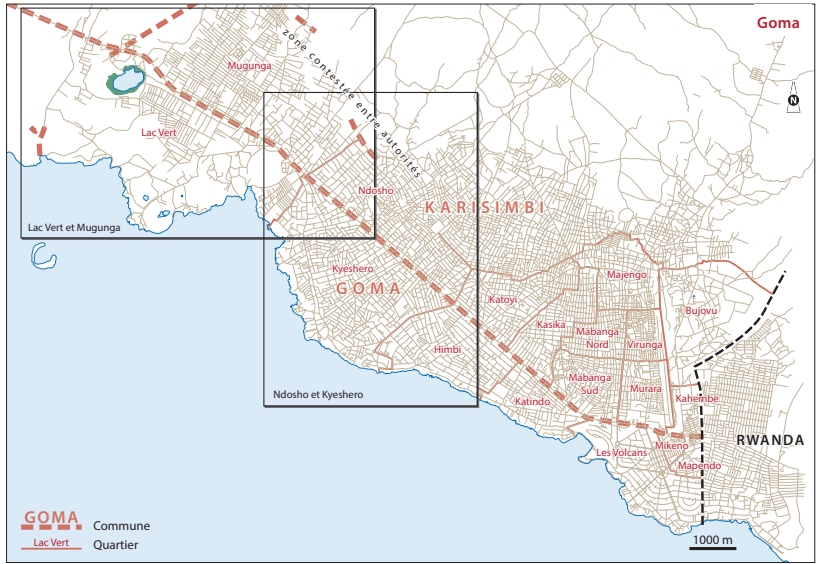
Noncommercial-NoDerivatives 4.0 International

www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

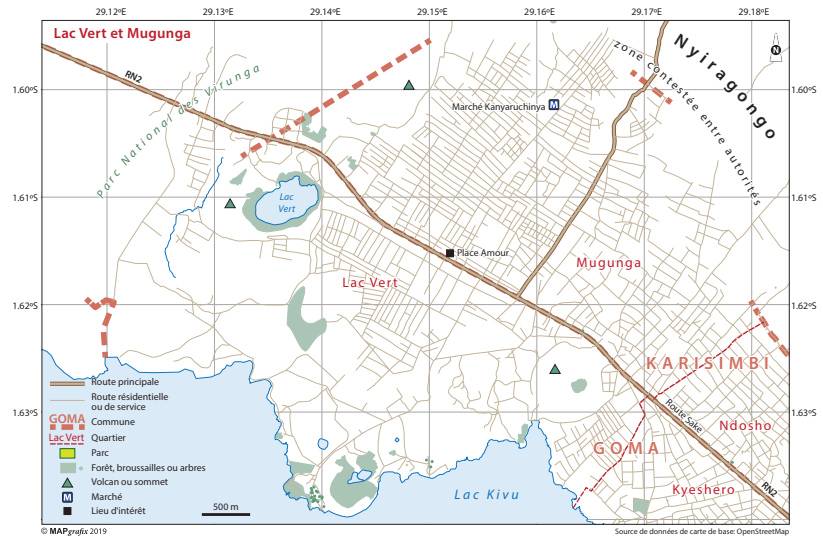
Téléchargement gratuit sur www.riftvalley.net

Vous pouvez vous procurer une version imprimée de ce rapport sur Amazon et auprès d'autres vendeurs en ligne, ainsi que dans certaines librairies.





Carte 1. La ville de Goma



Carte 2. Les quartiers de Lac Vert et Mugungu, Goma



© MAPgrafix 2019

Source de données de carte de base: OpenStreetMap

Carte 3. Les quartiers de Ndoshos et Kyesheros, Goma

Table des matières

Préface	6
Résumé	8
1. Introduction	11
2. Une histoire marquée par la violence	13
Une ville de rebelles	15
Dynamiques interethniques	17
3. Expériences de l'insécurité à Goma	19
Quartiers en proie à l'insécurité	21
La sécurité à la nuit tombée	23
Attaques ciblées	26
Une dynamique sécuritaire en plein changement	29
4. Qui sont les acteurs de la sécurité (ou de l'insécurité) à Goma ?	34
Mise en cause des FDLR	34
Implication des autorités étatiques	38
Clientélisme et protection	40
5. Réponses à l'insécurité à Goma	43
Police et autres autorités locales	43
Société civile	47
Manifestations publiques	48
Actions communautaires et groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre	50
Justice populaire	55
Réponses individuelles	57
6. Conclusions et recommandations politiques	60
Acronymes, vocabulaire et expressions	64
Bibliographie	66
Carte 1. La ville de Goma	3
Cart 2. Les quartiers de Lac Vert et Mugunga	3
Cart 3. Les quartiers de Ndosho et Kyeshero, Goma	4

Préface

L'est de la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à des violences depuis deux décennies et continue d'enregistrer une insécurité omniprésente. Pourtant, les moteurs de cette insécurité n'ont toujours pas bien été cernés. Le Projet Usalama (Usalama signifiant « sûreté » ou « sécurité » en swahili) du Rift Valley Institute est une initiative de recherche menée par des partenaires dont l'objectif est d'étudier la dynamique du conflit et de la violence et les effets de ces deux phénomènes sur la société congolaise.

La première phase du Projet Usalama (2012–2013) portait sur la « compréhension des groupes armés », tandis que la deuxième (2015–2016) enquêtait sur « la gouvernance face au conflit ». La troisième phase (2018–2019) est quant à elle consacrée à « l'insécurité en ville » et au rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans la mise à disposition d'outils pour la sécurité, ainsi qu'à la façon dont les citoyens perçoivent l'insécurité, leur vécu à cet égard et les réponses qu'ils y apportent. Cette troisième phase a été menée en partenariat avec le Groupe d'études sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH), basé à Bukavu. Le projet part d'une série de questions: qui sont les principaux agents de la sécurité et de l'insécurité dans la ville? Quels sont les moteurs, les logiques et les tendances en matière d'insécurité urbaine? Comment les résidents perçoivent-ils l'insécurité? Et comment la gèrent-ils au quotidien?

Le projet repose sur une approche principalement qualitative basée sur des travaux de terrain approfondis réalisés par des chercheurs aussi bien internationaux que congolais. Les travaux de terrain entrepris pour les besoins du présent rapport se sont déroulés de mars à avril 2019. En tout, 28 entretiens et 12 discussions en focus group ont eu lieu à Goma, complétés des recherches précédemment menées par l'auteur, et de recherches documentaires provenant de diverses ressources universitaires, gouvernementales, médiatiques et d'ONG. Un grand nombre des entretiens menés dans le cadre de ce rapport ont été réalisés sous couvert d'anonymat. Par conséquent, les données d'identification des

personnes interrogées se limitent à une appellation neutre, suivie d'un lieu et d'une date, par exemple « Usalama Projet III, entretien avec un policier, Goma, 25 mars 2019 ». Au cours des recherches, les témoignages relatifs à des événements potentiellement contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant eu une connaissance directe des événements en question.

La phase « Insécurité en ville » du Projet Usalama fait partie du projet Solutions for Peace and Recovery (SPR) financé par l'United States Agency for International Development (USAID).

Résumé

- Goma, plus importante ville du Nord-Kivu, connaît une hausse de l'insécurité urbaine. Historiquement, cette insécurité a frappé la ville en deux vagues, souvent associées à la dynamique de conflit qui frappe la région d'une manière plus générale, ainsi qu'à une histoire marquée par l'occupation de la ville par des forces rebelles, à la fois pendant et après les Guerres du Congo.
- L'insécurité à Goma revêt des formes différentes de celles qui affectent les zones rurales de l'est de la RDC, auxquelles les chercheurs ont consacré un plus grand nombre de travaux. Les causes de l'insécurité évoluent au fil du temps, mais elles sont souvent liées à l'instabilité politique ou à l'intensification de l'activité des groupes armés dans l'arrière-pays rural de la ville.
- Les quartiers de Ndosho et de Mugunga, sur lesquels se concentre ce rapport, se trouvent à la périphérie ouest de Goma et sont limitrophes du parc national des Virunga. Ils comptent tous les deux une importante population d'anciennes PDI et de réfugiés, d'où une cohésion sociale limitée dans ces deux quartiers. Ils connaissent par ailleurs tous les deux des cycles d'insécurité extrême.
- A partir du début de l'année 2019, Goma en général, et Ndosho et Mugunga en particulier, ont été le théâtre d'une très forte violence urbaine, dans une période postélectorale instable marquée par des changements au sein des réseaux clientélistes établis. A ce phénomène est venue s'ajouter une crise économique, qui a contraint les civils et le personnel de la sécurité à rechercher des mécanismes de survie alternatifs, souvent de nature criminelle.
- En outre, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe rebelle hutu rwandais basé dans l'est du Congo, auraient accru leurs activités dans la ville. Cependant, les récits prédominants relatifs au rôle présumé des FDLR dans la violence et les activités criminelles doivent être traités avec prudence.

- La manière dont les habitants perçoivent l'insécurité urbaine à Goma est influencée par une dynamique temporelle et spatiale. Ainsi, les acteurs de l'insécurité et les processus qui y sont liés sont différents selon que l'on parle de la situation telle qu'elle se présente la journée ou la nuit; et la sécurité ou le danger sont des notions fortement associées à des lieux spécifiques. En particulier, le parc national des Virunga est perçu par les résidents de Goma comme un facteur central de leur exposition à la violence et à l'insécurité.
- L'impact de l'insécurité urbaine sur la cohésion sociale ne saurait être sous-estimée: la peur, la suspicion et la paranoïa font partie du quotidien à Ndosho et Mugunga, les populations commençant à se méfier de leurs propres familles et amis.
- La société civile et les communautés ont mis en place des actions pour répondre au besoin de protection et de sûreté. Dans le contexte actuel de l'insécurité à Goma, plusieurs initiatives communautaires ont été développées sous la forme de systèmes d'alarme ou d'alerte du voisinage, d'associations de jeunes ou de groupes d'autodéfense. Plusieurs cas de justice populaire, souvent violente, ont également été documentés.
- Les résidents de Goma ont également manifesté leur indignation face à la violence récente en instaurant des actions individuelles, notamment des marches de contestation. Ceux qui en ont les moyens ont quitté les quartiers les plus gravement touchés, voire le pays.
- Face à l'insécurité urbaine qui règne à Goma, la communauté internationale et les autorités congolaises et provinciales devraient envisager les mesures suivantes:
 1. Inscrire la question urbaine à l'agenda sécuritaire en adaptant les connaissances et les stratégies existantes et en allant au-delà du cadre du conflit;
 2. Former et équiper correctement les personnels en charge de la sécurité dans les quartiers périphériques afin qu'ils puissent répondre efficacement à l'insécurité, par exemple au moyen de la réforme de la police congolaise en cours;

3. Mettre un terme à l'impunité en venant à bout de la dépendance entre les forces de sécurité étatiques et les criminels; il s'agira pour cela de mieux comprendre les principaux intérêts en jeu, et d'investir dans le système judiciaire;
4. Répondre à la dimension urbaine des activités des groupes armés en considérant la ville dans le contexte des dynamiques économiques, politiques et militaires plus générales, qui engendrent un contexte opérationnel complexe pour les groupes armés;
5. Les jeunes jouent un rôle actif dans les mesures prises par les communautés pour répondre à l'insécurité et, à ce titre, ils devraient être inclus dans les programmes pertinents afin d'assurer un rapport de proximité entre les résidents et les prestataires de la sécurité en milieu urbain.

1. Introduction

« Avant, Ndosho, c'était le paradis, comparé à ce que l'on vit aujourd'hui. »¹

Depuis le début de 2019, une série de meurtres, de vols qualifiés avec violence et d'enlèvements frappe les quartiers périphériques de Goma, ville d'environ un million d'habitants, située à l'est de la République démocratique du Congo (ci-après appelée RDC ou Congo). L'aggravation rapide de cette criminalité violente a alarmé les habitants de la ville et les a poussés à réclamer une réponse plus efficace au gouvernement local et aux services de sécurité. Des réponses communautaires et individuelles ont aussi été apportées. Si, en 2019, l'insécurité urbaine est plus élevée que jamais, la criminalité et l'insécurité urbaines ne sont pas des phénomènes nouveaux à Goma.

Bien que Goma ait la réputation d'être une zone de sécurité et de protection – en partie en raison d'un important déploiement de policiers et de militaires et de la présence de l'ONU et de plusieurs ONG –, l'insécurité y est depuis longtemps un aspect sous-estimé du quotidien. Les recherches universitaires et politiques étant généralement axées sur les conflits ruraux dans l'est du Congo, l'insécurité en zone urbaine mérite que l'on y consacre de plus importants travaux d'enquête.

Le présent rapport présente les dynamiques et les diverses expériences de l'insécurité urbaine à Goma, les réponses qui y sont apportées, et leurs effets sur la cohésion sociale. Premièrement, il démontre que le niveau de sécurité urbaine fluctue dans le temps et est lié à des dynamiques politiques, économiques et militaires plus larges dans la région. Deuxièmement, l'insécurité urbaine comporte clairement un élément spatial et dépend des caractéristiques d'un quartier donné. Troisièmement, l'insécurité urbaine a eu un impact significatif sur la cohésion sociale.

.....
1 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

Un sentiment général de peur, de suspicion et de paranoïa est apparu dans certains quartiers, poussant certains à se méfier de leurs familles et de leurs amis. Face à ce phénomène, des acteurs de la société civile et de la communauté ont voulu répondre au besoin de protection et de sûreté. Enfin, les récits prédominants relatifs au rôle présumé des groupes armés dans la violence urbaine ont été exploités et reproduits à des fins politiques.

Le rapport fait valoir l'idée selon laquelle les décideurs politiques nationaux et internationaux devraient se pencher sérieusement sur la dimension urbaine de l'insécurité à l'est du Congo. Les villes représentent d'importants centres où s'exercent le pouvoir de l'Etat, la gouvernance et la prise de décisions. Par ailleurs, elles sont le terrain opérationnel d'un large éventail d'organisations de la société civile et de la vie associative. Pour cerner les effets profonds de la militarisation, du déplacement et de la violence sur la cohésion sociale en RDC, il est impératif de prendre en compte les dynamiques urbaines.

2. Une histoire marquée par la violence

Goma a été fondée en 1906 en tant que poste administratif et militaire colonial à la frontière rwandaise; le lac Kivu se trouvant au sud de la ville et le volcan Nyiragongo et le parc national des Virunga au nord, Goma n'a jamais pu s'étendre qu'en direction de l'ouest. Son développement a ainsi pris la forme d'une bande urbanisée horizontale longeant les rives du lac Kivu en direction de Masisi. Le développement urbain de Goma a répondu à un style d'aménagement colonial classique, des quartiers distincts étant bâtis pour les Européens (cité européenne) et pour les Congolais (cité indigène). Cette dernière était limitée aux Birere contemporains – un quartier populaire surpeuplé situé à la frontière avec le Rwanda. Les quartiers des Européens se trouvaient quant à eux dans ce qui forme aujourd'hui le centre-ville (quartier des Volcans) et dans une partie du quartier de Himbi; ces quartiers restent aujourd'hui les zones les plus urbanisées, les plus sécurisées et les plus riches de la ville.

L'indépendance en juin 1960 a été suivie d'une période de violence et d'instabilité. Pendant la guerre Kanyarwanda (1964–1966), Goma a connu une forte insécurité.² L'abolition du permis de séjour – dispositif administratif colonial destiné à contrôler la migration depuis les zones rurales vers les zones urbaines – a accentué l'insécurité à la campagne. L'instabilité politique au Rwanda a entraîné une hausse rapide du nombre de Rwandais franchissant la frontière, d'où l'urbanisation rapide de Goma, où nombre de ces Rwandais ont décidé de rester.³

Entre 1958 et 1970, Goma affichait un taux de croissance annuel de 14%, ce qui était exceptionnel comparé aux autres villes congolaises de l'époque.⁴ Sous le Président Mobutu Sese Seko (1965–1997), une petite

2 Bucyalimwe Mararo Stanislas, « Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise », *L'Afrique des Grands Lacs 2001–2002* (2002), Paris: Harmattan, 2002.

3 Karen Büscher, « Conflict, State Failure and Urban Transformation in the Eastern Congolese Periphery », thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2011, 60.

4 Büscher, « Conflict, State Failure and Urban Transformation ».

élite Banyarwanda (principalement des Tutsis) a acquis une influence politique et économique considérable et investi dans les terrains et les biens immobiliers. De nouveaux quartiers ont été aménagés et la construction d'un aéroport international a encouragé la ville à revêtir une importance régionale.⁵

Au cours des années 1970 et 1980, la ville a enregistré un afflux de personnes venant de Bukavu, qui estimaient que la vie à Goma était moins chère et que les opportunités d'emploi y étaient plus nombreuses; cette tendance se poursuit en 2019. Un commerce transfrontalier informel est encore venu renforcer l'élite politico-économique urbaine et accentuer l'orientation de la ville vers l'Est.⁶ C'est à cette période que Goma, de ville périphérique, est devenue une plateforme politique et économique majeure de la région des Grands Lacs.

La violence qui a frappé les provinces du Kivu pendant la première moitié des années 1990 s'est accompagnée de l'arrivée de plusieurs vagues de personnes déplacées internes (PDI) et de réfugiés rwandais à Goma, laquelle a progressivement pris le rôle de ville d'accueil de la région. Des milliers de personnes qui fuyaient la violence visant les Banyarwanda dans les territoires de Masisi et de Rutshuru se sont installées en périphérie de la ville, d'où des conflits fonciers avec la population locale existante.⁷ La situation sécuritaire dans la ville s'est détériorée; citons notamment une intensification des efforts de recrutement du Front patriotique rwandais (RPF), force rebelle dirigée par des Tutsis qui

5 Anna Verhoeve, « Conflict and the urban space: The socio-economic impact of conflict on the city of Goma », dans *Conflict and Social Transformation in Eastern Congo*, éd. Koen Vlassenroot et Tim Raeymaekers, Gand: Academia Press, 2004, 103-122.

6 Janet MacGaffey, *Entrepreneurs and Parasites: The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*, Cambridge: Cambridge University Press, 1987; Mukohya Vwakyankazi, « Import and Export in the Second Economy in North Kivu », dans *The Real Economy of Zaïre: The Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth*, éd. Janet MacGaffey, Oxford: James Currey, 1991, 43 – 71.

7 Mairie de Goma, « Rapport annuel des statistiques », Goma: Mairie de Goma, 1993.

luttait contre le régime Habyarimana à Rwanda, engendrant des tensions et un climat de suspicion dans la ville.⁸

D'après les estimations, la crise des réfugiés qui a suivi le génocide rwandais de 1994 a conduit à l'arrivée dans l'est du Congo d'un million de réfugiés rwandais, pour la plupart des Hutus. La majorité d'entre eux se sont installés dans des camps de réfugiés autour de Goma. Ces camps ont été le théâtre d'une catastrophe humanitaire profonde et le point de départ d'une militarisation et d'une violence à grande échelle. Ces événements ont complètement déstabilisé la ville pendant plusieurs mois. Ils ont aussi marqué l'arrivée d'agences internationales humanitaires et de développement à Goma; ce secteur serait appelé à devenir l'une des principales industries de la ville.

La crise des réfugiés rwandais a marqué le début d'une longue période de guerre civile, de violence et de déplacements forcés. Dans ce contexte, la ville de Goma a joué plusieurs rôles: elle est devenue un centre de recrutement, un QG pour les rebelles, une zone de refuge, un nœud dans l'économie politique de la guerre et la principale base de déploiement des forces onusiennes de maintien de la paix dans la région. L'afflux de PDI explique en partie comment la population de Goma a pu doubler en l'espace de dix ans, passant de 320 000 habitants en 1999 à 700 000 en 2009, d'après les estimations.⁹

Une ville de rebelles

Pendant la Première guerre du Congo (1996–1997), Goma est devenue l'un des principaux centres militaires de l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila, mouvement qui a chassé le Président Mobutu du pouvoir en 1997. L'AFDL a violemment démantelé les camps de réfugiés autour de Goma, entraînant une hausse des tensions et de la violence dans la ville. La guerre a aussi favorisé une crise économique et conduit à une flambée

8 Mairie de Goma, 1993; Mairie de Goma, « Rapport annuel des statistiques », Goma: Mairie de Goma, 1994.

9 Büscher, « Conflict, State Failure ».

du prix des denrées alimentaires.¹⁰ En outre, cette guerre a accru l'influence rwandaise à Goma, tendance qui s'est poursuivie pendant la Deuxième guerre du Congo (1998–2003), lorsque la ville est devenue un quartier général majeur de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par le Rwanda. Pendant la Deuxième guerre du Congo, Goma est devenue une capitale rebelle, coupée de Kinshasa sur les plans administratif et politique et placée sous le contrôle d'une élite militaro-économique.

Malgré la signature d'accords de paix en 2002, Goma n'a pas réussi à se défaire de son association avec la rébellion. En 2008, la ville a été la cible du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), mouvement rebelle tutsi dirigé par Laurent Nkunda. Entre 2007 et 2013, les affrontements entre le CNDP – et par la suite son successeur, le Mouvement du 23 mars (M23) – et l'armée congolaise ont provoqué un afflux de PDI qui se sont installées dans plusieurs camps en périphérie de Goma. Tant pour le CNDP que pour le M23, Goma fonctionnait comme une base de recrutement urbaine et un havre de paix, où les dirigeants rebelles pouvaient circuler librement, investir dans l'immobilier, le pétrole et d'autres activités, et élaborer une base de taxation régulière.¹¹

En novembre 2012, lors de la brève occupation de Goma par le M23, les habitants de la ville ont subi dix jours de pillages et d'exécutions, pendant lesquels la majorité de l'activité économique a cessé et les populations sont essentiellement restées cloîtrées chez elles.

Ce conflit violent de plus de 25 années a eu un impact social, politique et économique sur Goma et ses habitants. L'intensification de la militarisation a également modifié la géographie de la ville. Une étudiante observait ainsi en 1999 qu'« à Goma, l'aéroport est devenu une base militaire, les bars des salles de réunions pour les rebelles, les églises des plateformes où se fomentent des complots et les hôtels des centres de

10 Mairie de Goma, « Rapport annuel des statistiques », Goma: Mairie de Goma, 1997.

11 Steward Andrew Scott, *Laurent Nkunda et la Rébellion du Kivu*, Paris: Karthala, 2008; Karen Büscher, « Urban Governance Beyond the State: Practices of Informal Urban Regulation in the City of Goma, Eastern D.R. Congo », *Urban Forum* 23/4 (2012): 483–99.

conférence sur la paix ». ¹² La ville est désormais le siège principal de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui occupe une grande partie de la ville. La présence de la MONUSCO à Goma n'empêche cependant pas l'insécurité urbaine d'être une constante de la vie quotidienne.

Dynamiques interethniques

La dynamique du conflit a eu des répercussions sur les relations interethniques dans la ville. Contrairement au caractère rural de la région dans laquelle elle se situe, la ville de Goma est une zone relativement cosmopolite, où différentes communautés ethniques de la région du Nord- et du Sud-Kivu au sens large sont représentées dans l'économie et la vie politique. Cependant, la politique identitaire et la contestation politique entre les Banyarwanda (Hutus et Tutsis) et les populations indigènes (Hunde, Nande, Tembo et Nyanga, entre autres) sont aussi manifestes à Goma.

Lorsque Goma faisait office de quartier général du mouvement rebelle du RCD, l'élite politique et économique Banyarwanda a été renforcée, contrôlant alors l'ensemble des principaux postes administratifs et secteurs économiques. Les Hutus restent aujourd'hui la majorité ethnique à Goma (tendance renforcée par l'afflux de réfugiés du Rwanda et de PDI de Masisi et de Rutshuru), mais leur position de force dans le monde politique est mise en échec par la domination économique des Nande. ¹³ La position historique des Banyarwanda lors de différents épisodes de guerre dans la région au sens large a par ailleurs alimenté le discours sur l'autochtonie à Goma. Des activités commerciales jusqu'aux églises, en passant par les associations d'étudiants, cette dichotomie

.....
 12 Cécile Kavira Theza, « Impact des guerres de libération sur le tourisme dans la ville de Goma », mémoire de Maîtrise, Centre universitaire de Kisangani, Extension Goma, 1999.

13 Karen Büscher, « Urban Governance Beyond the State: Practices of Informal Urban Regulation in the City of Goma, Eastern D.R. Congo », *Urban Forum* 23/4 (2012): 483-499.

politique se traduit par différents niveaux de société urbaine. Cela n'a toutefois pas entraîné l'apparition d'enclaves ethniques spatiales à Goma.

Pendant les périodes de conflit violent, les Banyarwanda vivant à Goma sont souvent soupçonnés de collaborer avec les groupes rebelles qualifiés d'agresseurs étrangers, comme le M23 et les FDLR. Lors d'un incident de violence urbaine, si l'identité de son auteur n'est pas connue, il n'est pas rare d'entendre les gens spéculer sur le fait qu'il parlait le kinyarwanda, langue employée au Rwanda. En outre, ce sont souvent les Banyarwanda qui sont accusés, sans preuves, en cas d'enlèvements, phénomène qui s'aggrave depuis quelques années. Malgré cela, aucun élément ne vient prouver qu'un groupe ethnique plutôt qu'un autre serait davantage impliqué dans la criminalité urbaine à Goma.

Les liens entre l'insécurité urbaine et la dynamique plus globale du conflit violent dans la région sont complexes. Les moteurs de l'insécurité sont particuliers, les problématiques telles que le rapport entre l'identité et le territoire évoluant différemment en zone rurale et en zone urbaine. Les deux types de violence sont par conséquent différents, même si des dynamiques spécifiques, telles que la circulation des armes ou l'échec de la réintégration des militaires, renforcent l'insécurité urbaine.

3. Expériences de l'insécurité à Goma

Dans l'est du Congo, des éléments propres au contexte urbain congolais général, notamment la pauvreté, le chômage, l'exclusion, la gentrification, le dysfonctionnement des forces de sécurité étatiques et l'impunité généralisée – étudiés dans d'autres rapports de manière plus détaillée¹⁴ –, viennent s'ajouter au contexte local de conflit violent permanent pour instaurer un environnement urbain d'insécurité tout à fait unique. Les conflits dans l'est du Congo sont marqués par la militarisation, la prolifération des groupes armés et des armes à feu (que les réseaux criminels n'ont aucun mal à se procurer)¹⁵ et la normalisation de la violence quotidienne. Si la dynamique de la guerre ne saurait expliquer l'insécurité urbaine, force est de reconnaître qu'elle amplifie le caractère violent de la criminalité urbaine.¹⁶ Ce phénomène a atteint son paroxysme début 2019 avec une série de vols qualifiés violents, d'enlèvements et d'assassinats, dont voici un exemple:

A 19 heures, le 20 février 2019, une jeune femme dont la grossesse était avancée se trouvait dans sa cuisine à Ndosho lorsque quatre hommes armés ont fait irruption chez elle. L'un d'eux portait un

.....
14 Projet Usalama III, focus group avec l'Association des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec un dirigeant de la société civile, Goma, 22 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec le dirigeant d'un CLPD, Goma, 29 mars 2019. Filip de Boeck et Sammy Baloji, *Suturing the City: Living Together in Congo's Urban Worlds*, Londres: Autograph, 2016; Theodore Trefon, *Reinventing Order in the Congo: How People Respond to State Failure in Kinshasa*, Londres; New York; Kampala, Uganda: Zed Books Ltd, 2004.

15 Projet Usalama III, entretien avec le dirigeant d'un CLDP, Goma, 29 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un dirigeant de la société civile, Goma, 25 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec l'Association des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019. La police et les forces armées, parfois avec l'aide de la MONUSCO, organisent régulièrement des actions dans les quartiers urbains afin de chercher et de collecter les armes détenues de manière illégale, mais en raison de la complicité instaurée entre les forces de police et les criminels, ces actions sont rarement tout à fait concluantes. Alexis Bouvy, « Nous n'avons que nos yeux pour pleurer: Protection, insécurité et criminalité dans la ville de Goma, Nord Kivu », Oxfam GB, 2014 (non publié).

16 Büscher, « Conflict, State Failure ».

uniforme de la police, un autre un uniforme militaire et les deux autres des vêtements civils. Ils ont menotté la jeune femme et lui ont demandé son argent et son téléphone. Puisqu'elle avait des menottes, l'un de ses enfants a donné le téléphone aux voleurs armés, tandis qu'elle leur disait où ils pourraient trouver 300 dollars US cachés dans sa chambre. Ils l'ont fait sortir. Les hommes armés ont alors annoncé qu'ils l'enlevaient et qu'ils réclameraient à son mari une rançon de 10 000 dollars US.

Ayant quitté la maison en traînant la jeune femme, les quatre hommes armés ont commencé à tirer des coups de feu dans tous les sens. Ils sont aussi rentrés dans des maisons et des magasins et ont volé de l'argent et des téléphones aux passants. Ils ont arrêté un vieillard et sa femme dans la rue, leur ont demandé pourquoi ils partaient si vite puis ont soudain tiré sur son épouse; elle est décédée. Tandis qu'ils enlevaient une autre fille d'une maison voisine, les criminels ont aussi tué son frère parce qu'il avait tenté d'intervenir. Un homme qui transportait du charbon a également été abattu sommairement. En tout, six personnes ont été tuées et 12 enlevées.

La jeune femme et les autres victimes d'enlèvements ont été emmenées dans le parc national des Virunga. Les ravisseurs ont ensuite eu pitié de la jeune femme du fait de sa grossesse et l'ont relâchée. Les autres femmes ont eu moins de chance. Elles ont toutes été violées. Au final, les victimes d'enlèvements ont toutes été relâchées après versement d'une rançon de 7500 dollars US. Interrogée sur la possibilité d'un meurtre ciblé, la jeune femme a répondu qu'à son avis, ce n'était pas le cas vu la nature aléatoire de la violence et des vols. Elle a également indiqué que les auteurs de ces actes étaient tous jeunes et parlaient le kinyarwanda.¹⁷

L'intensité de la violence et le nombre de victimes ont choqué les habitants de Ndosho et de Goma en général. Cet événement a également consisté en plusieurs formes de violence, notamment des enlèvements,

.....
 17 Projet Usalama III, entretien avec une habitante, Goma, 3 avril 2019.

des vols, des meurtres et des viols. Les auteurs de ces actes, qui se seraient exprimés en kinyarwanda, portaient l'uniforme des forces de sécurité étatiques, description largement répandue qui s'inscrit dans le discours selon lequel les étrangers et l'Etat seraient complices. Le fait que les victimes aient été emmenées dans le parc national des Virunga a également alimenté l'hypothèse d'une implication de groupes armés. L'événement souligne aussi le caractère souvent aveugle de la violence urbaine et, dans ce cas, le fait que les femmes peuvent être spécifiquement prises pour cibles.

Si les victimes de la criminalité urbaine représentent différentes catégories de la population de Goma, on constate l'existence d'un clivage socioéconomique en termes de susceptibilité à la criminalité urbaine. D'une manière générale, les pauvres sont moins protégés par les réseaux clientélistes, ils disposent de moins de véhicules pour amener leurs enfants à l'école et d'un accès limité à des logements dans des quartiers sécurisés. Les femmes, qui travaillent souvent en tant que commerçantes sur les marchés, vendeuses ambulantes ou dans des bars et des restaurants, sont elles aussi plus exposées aux formes quotidiennes d'insécurité urbaine, telles que les vols et le harcèlement.

Quartiers en proie à l'insécurité

Début 2019, les incidents criminels les plus meurtriers se concentraient dans les quartiers de Ndosho et de Mugunga (quartiers auxquels ce rapport est consacré)¹⁸ dans la commune de Karisimbi, à la périphérie ouest de Goma, et de Majengo, à la périphérie est de Karisimbi. Il y a vingt ans, Ndosho était un espace péri-urbain à faible densité de population, alors qu'aujourd'hui il se situe en plein cœur de la ville; c'est un quartier fortement peuplé avec une multitude d'activités économiques. Ndosho est connu pour ses marchés animés mais également pour ses « maisons de tolérance » et sa forte criminalité. On y trouve une

.....
 18 Un rapport publié récemment basé sur une étude quantitative confirme que ces quartiers sont ceux où règne la plus grande insécurité à Goma. Pole Institute, « Problématique de la recrudescence de l'insécurité dans la commune de Karisimbi », Goma: Pole Institute, 2018.

population d'une grande diversité ethnique, avec une majorité de Hutus, mais également de nombreux Nande, Shi, Hunde, Tembo, Tutsis et autres. Ndosho se caractérise par de fortes inégalités, manifestes dans les disparités de son architecture urbaine – on y relève aussi bien des cabanes que des immeubles de plusieurs étages, les uns à côté des autres.

Le quartier de Mugunga, voisin de Ndosho à l'ouest, est un espace péri-urbain typique où se mêlent des formes rurales et urbaines d'administration, de moyens de subsistance, d'acteurs et d'identités. Ses habitants sont principalement des Hutus, mais on y trouve également d'autres communautés ethniques. Mugunga est connu pour avoir accueilli plusieurs grands camps de réfugiés après le génocide rwandais de 1994, ainsi que de vastes camps de PDI pendant les périodes de combats intenses entre le CNDP (et plus tard le M23) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en 2008–2010 et en 2012–2013. Bien que ces camps aient été démantelés, le quartier se caractérise par la présence d'un grand nombre d'anciennes PDI (Hunde et Hutus) qui se sont installées à Mugunga. Qui plus est, les jeunes gens et les anciennes PDI sont l'objet de différents stéréotypes selon lesquels ils sont victimes de l'insécurité, mais aussi qu'ils seraient impliqués dans l'insécurité. Par exemple, un groupe d'anciennes PDI a dit parfois être « perçues comme des terroristes parce que venant de zones où opèrent les rebelles ».¹⁹

Les quartiers de Ndosho et de Mugunga sont tous les deux voisins du parc national des Virunga au nord et de la route principale menant à Sake au sud, divisant les communes de Goma et de Karisimbi. La journée, la plupart des déplacements et des activités commerciales sont centrés autour de cette route principale, aux différents axes ou carrefours où se trouvent les marchés ou les stations de transports. De nombreux habitants de Mugunga, y compris des bandits et des *maibobo* (enfants des rues), passent leurs journées à Ndosho, qui offre un plus grand nombre d'opportunités commerciales. Evoquant l'insécurité dans leur quartier,

.....
 19 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des PDI, Goma, 11 avril 2019.

les populations font une distinction claire entre le jour et la nuit. En effet, la nuit, Ndosho est différent du quartier qu'il est pendant la journée. Le jour, l'insécurité prend la forme de vols par des pickpockets et d'actes d'extorsion par des *maibobo*, d'un harcèlement de la part de gangs et d'actes d'intimidation perpétrés par les forces de sécurité.²⁰ Ce type d'insécurité est devenu un composant systématique de la vie quotidienne à Goma. Le banditisme et la petite criminalité sont désormais un moyen de subsistance pour un grand nombre de personnes et font partie d'une économie urbaine de la survie et de l'enrichissement. Les marchandises volées sont ouvertement vendues sur le marché, de nombreux criminels sont connus dans le quartier et certains chefs de gangs sont notoires dans toute la ville.

La sécurité à la nuit tombée

Une fois la nuit tombée, la dynamique sécuritaire se dégrade et l'insécurité revêt des formes plus violentes. La plupart des résidents rentrent chez eux, tandis que les gangs et les patrouilles (mixtes) des unités de la Police nationale congolaise (PNC) et de la Police militaire (PM) se déplacent d'une rue à une autre. Sous le couvert de l'obscurité, et les rues étant désertes, il est plus facile pour les bandits, les voleurs, et les agents de police et de l'armée mal intentionnés d'opérer. Comme l'explique un commerçant à Ndosho:

La nuit, nous ne nous déplaçons pas à pied dans les rues. Après 19 heures, on y trouve la police et l'armée. Si vous n'avez pas votre carte d'électeur, ils vous prennent votre argent et votre téléphone. Si vous avez votre carte sur vous, ils vous demandent des cigarettes. Si vous ne pouvez rien leur donner, vous pouvez dire adieu à votre

.....
 20 Ndosho, quartier économique dynamique où l'on trouve des lieux tels que Station Simba, Terminus, Nyabushongo et Cajed, enregistre une plus forte petite criminalité que Mugunga. Exception faite de l'axe commercial d'Amour et du marché de Kanyarushinya, Mugunga est un quartier relativement calme pendant la journée.

téléphone. Surtout quand ils sont déjà saouls. ... Ou alors tout simplement ils vous battent.²¹

Un chercheur congolais membre d'une ONG ajoute: « Ce qui me frappe, c'est qu'on leur laisse toute cette place pendant la nuit, étant donné qu'on ne trouve personne d'autre que des bandits dans les rues. ... Plus nous construisons nos murs haut, moins nous pourrions sortir de chez nous. »²² La nuit, même un motard (conducteur de taxi-moto) peut se transformer en bandit. Un habitant de Ndosho explique ainsi:

Comme il faisait nuit, le motard a refusé de me déposer chez moi, à l'intérieur du quartier, et il m'a laissé à l'école de Kigogo, à Ndosho. Je lui ai tendu les 3 000 CDF (1,80 dollar US) dont nous avions convenu, mais le motard les a refusés, me réclamant 5 000 CDF (3 dollars). Nous avons commencé à nous disputer, et le motard s'est mis à me battre et a dérobé tout ce que j'avais sur moi – mon ordinateur portable, mon téléphone, mon disque dur, mon passeport et mes papiers de travail. Tout en me battant, il criait: « Au voleur, au voleur ! Ce type me vole ma moto ! » Les voisins ont commencé à pointer leur nez, armés de bâtons et de chevrons, en cherchant un pneu de voiture pour me brûler.²³

Cette personne a réussi à s'échapper mais quand il s'est rendu au poste de police voisin pour porter plainte, on lui a demandé 50 dollars US pour ouvrir une enquête. Découragé, il a décidé d'abandonner. Il précise: « Là où j'habite, ils croient que j'ai de l'argent. Mais je n'ai rien. Si j'en ai les moyens, je déménagerai de ce quartier. »²⁴

Les activités des gangs s'intensifient également à la nuit tombée, les passants se faisant dévaliser et se retrouvant sans argent, sans téléphone et autres objets de valeur. Comme l'affirme le chef d'un gang: « C'est dans

21 Entretien avec un commerçant, Goma, 4 avril 2016.

22 Projet Usalama III, entretien avec un chercheur congolais, Goma, 26 mars 2019.

23 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 15 avril 2019.

24 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 15 avril 2019.

les rues la nuit qu'il y a beaucoup d'argent. ... Cela ne manque pas de téléphones. Je suis un homme d'affaires. Ils m'appellent. Quelqu'un arrive. ... Il y a quelque chose dans son sac-à-dos. Je saurai prendre cet argent. »²⁵ Parfois, affirme-t-il, ils collaborent et font des *coops* (du verbe « coopérer », qui signifie conclure des affaires) avec des agents de la PNC ou des FARDC. Il ajoute: « Je lui dis [à l'agent de la PNC ou des FARDC] que nous allons faire ça et ça [tel ou tel type d'activité criminelle]. Il va ensuite sécuriser la zone où nous allons opérer. Après, tout le monde touche sa part. »²⁶

D'autres gangs et groupes d'unités supposées être de la PNC et des FARDC dévalisent les gens chez eux la nuit. En mars 2019, un gang de voleurs non armés s'est introduit dans une maison à Ndosho. Ils ont ouvert la porte avec un cric en criant: « Mon capitaine, beta makasi » [Capitaine, tirez !] pour faire croire qu'ils étaient des soldats armés. Une fois à l'intérieur, les voleurs ont pillé la maison, formant une chaîne humaine pour en faire sortir les objets de valeur.²⁷

Les vols commis la nuit sont cités comme l'une des principales formes d'insécurité nocturne à Ndosho et Mugunga. Cette forme d'insécurité est devenue très fréquente et il arrive que certaines personnes en soient victimes à plusieurs reprises. Contrairement au cas décrit ci-dessus, où les criminels ne font que prétendre avoir des armes, il arrive dans d'autres que les criminels soient armés. Une victime d'un vol à main armée explique ainsi:

Les bandits sont entrés en masse. Ils étaient très nombreux. Je dormais en bas avec ma femme et notre bébé. Ils se sont introduits par la porte d'entrée en tirant des coups à travers. Nous avons fui notre chambre pour emprunter les escaliers et monter. En bas, ils ont forcé une de nos filles à leur montrer les pièces à l'étage. Nous nous sommes enfermés dans la pièce. Les bandits ont tiré des coups dans

25 Projet Usalama III, entretien avec le chef d'un gang, 5 avril 2019.

26 Projet Usalama III, entretien avec le chef d'un gang, 5 avril 2019.

27 Projet Usalama III, focus group avec trois femmes et un chef d'avenue, Goma, 27 mars 2019.

la porte, blessant notre bébé, juste au-dessus de l'œil et au bras. Nous avons fui vers la douche. Le bébé perdait beaucoup de sang. Ils sont entrés et j'ai commencé à leur donner tout ce qu'ils nous demandaient. Ce soir-là, je m'étais préparé pour mon voyage au Bénin le lendemain. Mes bagages étaient faits. Ils ont tout pris. Cela a été très traumatisant. Ma femme, qui était enceinte, a accouché prématurément mais le bébé va plus ou moins bien. Pendant qu'on était enfermés dans la salle de bains, j'ai appelé le chef de quartier et le colonel que je connais, mais ils se sont mis à parler de carburant [plus précisément du manque de carburant, qui les empêchait d'intervenir] alors personne n'est venu à notre aide.²⁸

Attaques ciblées

Le personnel des FARDC et de la PNC peut lui aussi se transformer en criminels une fois la nuit tombée. Une victime d'un vol qualifié explique que des militaires ont pillé sa maison pendant que lui et son épouse étaient à un mariage. Leur fils, qui se trouvait alors à la maison, a été attaché au lit. Le lendemain, le fils a rencontré un *maibobo* qui vendait dans la rue la batterie de leur panneau solaire volé, ce qui suggère une collaboration entre les militaires, les *maibobo* et les gangs.²⁹ Ces vols à main armée sont souvent décrits comme des cas ciblés, comme le suggèrent les incidents ci-dessus. Cela signifie que les victimes sont sélectionnées d'avance, souvent parce qu'on estime qu'elles ont de l'argent ou des objets de valeur. Pendant ces vols, il peut facilement arriver que les bandits tuent des personnes sur-le-champ.

Les règlements de comptes constituent une autre forme d'incidents meurtriers: des personnes sont ciblées en vue d'être assassinées ou enlevées à cause de toutes sortes de litiges, notamment des conflits fonciers ou économiques, des désaccords familiaux ou des contestations

.....
 28 Projet Usalama III, entretien avec un membre du personnel d'une ONG, Goma, 13 avril 2019.

29 Projet Usalama III, entretien avec une victime d'un vol qualifié, Goma, 27 mars 2019.

politiques. Un résident de Mugunga a ainsi commenté: « Pas d'effet sans cause. Pour tuer quelqu'un. Il y a des racines quelque part. »³⁰ Autrement dit, les gens se font assassiner pour une raison. Notons cependant que les victimes ne sont pas toutes ciblées. Nombre d'entre elles sont des victimes collatérales ou, pour reprendre le terme employé par certaines personnes interrogées, des « figurants ».³¹ Dans de tels cas, les bandits cherchent à semer la confusion pour que l'on ne sache pas qui est la véritable cible, pour effacer leurs traces et pour éliminer d'éventuels témoins.³²

Le récit qui suit est très révélateur. Le 16 février 2019, un groupe de bandits armés en civil a lancé une attaque contre Mugunga, pénétrant dans le quartier depuis le parc national des Virunga. Ils sont allés directement chez un pasteur et chef communautaire du nom de Tumaini; il n'était pas chez lui. Ils ont forcé un voisin à l'appeler pour le localiser et, une fois qu'ils l'ont trouvé, ils l'ont exécuté sur-le-champ.³³ Pendant cette opération, qui n'a pas duré plus d'une heure, les bandits ont tué six personnes (dont un lieutenant des FARDC) ainsi que deux autres sur la route du retour vers le parc, le bilan s'établissant ainsi à huit morts.³⁴ L'un des « figurants » a été tué à côté d'un complexe scolaire où sont stationnés des centaines d'agents de la PNC du Groupe mobile d'intervention (GMI).³⁵

Tentant de comprendre pourquoi le pasteur avait été pris pour cible, une des personnes interrogées a souligné: « M. Tumaini n'était aucunement soupçonné de collaborer avec les FDLR ou d'autres coupables. » Le pasteur dirigeait un comité de défense des droits des populations

.....
30 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 28 mars 2019.

31 Projet Usalama III, focus group avec une association des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019.

32 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Ndosho, Goma, 3 avril 2019; entretien avec un habitant de Mugunga, Goma, 6 avril 2019.

33 Projet Usalama III, entretien avec une veuve, Goma, 6 avril 2019.

34 Projet Usalama III, entretien avec le chef de quartier de Mugunga, Goma, 26 mars 2019.

35 Projet Usalama III, entretien avec un commerçant, Goma, 3 avril 2019.

menacées d'être expulsées d'un terrain à Mugunga, terrain qui intéressait un fabricant de cigarettes. « A sa mort, ils [les géomètres] sont venus sur le site de la sous-division pour le terrain situé dans les rues où il exerçait son autorité. On peut donc dire que la mort du pasteur est due à un conflit foncier. »³⁶

Lors d'un autre incident, le 29 février 2019, six bandits armés – certains en civil, d'autres en treillis militaire – ont attaqué le « point chaud » commercial de Mugunga, Amour, et tué une femme propriétaire d'un magasin. Elle était en désaccord pour une question d'argent avec sa belle-famille, qui l'accusait de sorcellerie et d'avoir intoxiqué son mari. Elle avait précédemment fait l'objet de trois autres attaques perpétrées par des bandits armés. Son mari, qui se trouvait au magasin avec elle ce jour-là, a également été tué.³⁷ Dans ce cas également, les bandits ont pillé, tué et blessé des personnes qu'ils ont trouvées sur leur passage. En tout, six personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées.³⁸ Commentant cet incident, un résident de Mugunga a affirmé: « Notez que le sous-CIAT [poste de police de base] ne se trouve qu'à quelques mètres du lieu où l'incident s'est produit, et que des militaires des FARDC se trouvent à proximité. Mais bizarrement, il n'y a pas eu d'intervention. Et ne parlons même pas d'enquête . . . »³⁹ Peu de temps après, le seul agent de police présent au poste a expliqué que son bureau se limitait à deux officiers de police, ce qui est clairement insuffisant pour défendre les habitants du voisinage contre les attaques commises par les groupes de voleurs à main armée.⁴⁰

36 Projet Usalama III, entretien avec un habitant de Mugunga, Goma, 4 avril 2019.

37 Projet Usalama III, entretien avec le parent d'une victime, 3 avril 2019.

38 Esther Nsapu, « RDC: Une fusillade fait 6 morts à Goma », *La Libre Afrique*, 13 septembre 2018. Consulté le 25 juin 2019, <https://afrique.lalibre.be/18584/rdc-une-fusillade-fait-6-morts-a-goma>.

39 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 3 avril 2019.

40 Projet Usalama III, entretien avec un agent de la PNC, Goma, 6 avril 2019.

Une dynamique sécuritaire en plein changement

Le degré de violence, d'insécurité et de criminalité à Goma fluctue dans le temps et d'une zone de la ville à une autre. Dans beaucoup de cas, on assiste à une hausse de l'insécurité urbaine pendant les périodes de troubles politiques ou de combats dans l'arrière-pays. On a ainsi constaté une hausse des vols à main armée violents lors de la guerre du CNDP en 2008. Après le déploiement en 2009 d'unités spéciales de la PM – l'organisation qui regroupe des patrouilles mixtes et la MONUSCO – et le retour de l'éclairage public, le nombre de vols a baissé.⁴¹

Les chiffres de la criminalité ont également culminé pendant la campagne militaire du M23 en 2012 lorsque sont apparues de nouvelles formes de criminalité urbaine, notamment des enlèvements. À partir de 2015, le nombre d'enlèvements à Goma et sa région a considérablement augmenté, les victimes étant principalement des enfants, perçus comme des cibles faciles permettant de réclamer une rançon importante.⁴² Depuis la fin de 2018, des formes plus violentes de criminalité urbaine se multiplient, sous l'effet conjugué et complexe de dynamiques politiques, économiques et militaires locales et régionales. La chute du taux de change, de 900 CDF à 1 600 CDF pour 1 dollar, au cours des trois dernières années a entraîné une crise économique au sein des ménages, ainsi qu'une baisse considérable des salaires du personnel de

41 Timothée Butwali Mabingo, « Raisons de la persistance des cas d'assassinats dans la ville de Goma de 2004 à 2008 », Goma: université de Goma 2008; Pole Institute, « Est de La RDC: Le Crime Banalisé », Goma: Regards Croisés, 2009.

42 John Emerson, « DR Congo: Kidnappings Skyrocket in the East », New York: Human Rights Watch, 16 décembre 2015. Consulté le 26 juin 2019, <https://www.hrw.org/news/2015/12/16/dr-congo-kidnappings-skyrocket-east>; « A Goma, trop d'enfants disparaissent ! », *Habari DRC*, 19 mai 2019. Consulté le 26 juin 2019, <https://habarirdc.net/a-goma-trop-denfants-disparaissent>. Mubalama, Passy. « Kidnapping à Goma: « Les Enfants, Une Nouvelle Cible Des Ravisseurs ». » Projet Usalama III, blog. Londres: Rift Valley Institute. 29 avril 2019. Consulté le 26 juin 2019, <http://riftvalley.net/news/kidnapping-a-goma>.

sécurité. Dans les deux cas, les individus se retrouvent contraints à « trouver de quoi vivre d'une manière différente ». ⁴³

La période qui a précédé les élections nationales de 2018, organisées le 30 décembre 2018, y compris la libération de détenus bénéficiant d'une grâce présidentielle et la mobilisation accrue des forces de sécurité, s'est accompagnée d'une hausse de l'insécurité et de la criminalité urbaines. ⁴⁴ La période qui a immédiatement suivi l'élection a également été marquée par une grande confusion et un manque de clarté quant aux structures du pouvoir local. ⁴⁵ Il a fallu attendre cinq mois pour qu'un nouveau gouverneur provincial soit élu, et plusieurs hiérarchies militaires ont changé, avec des répercussions sur les réseaux clientélistes. Les gens déclarent souvent que la situation actuelle de « fragilité politique extrême » donne des « moyens' à « ceux qui veulent attaquer ». ⁴⁶

En outre, la dynamique de l'insécurité urbaine est souvent étroitement liée à certains types d'espaces, tels que les routes, les zones résidentielles fortement peuplées, les marchés, les écoles, les stations d'essence, les banques et les sièges d'entités en charge de la sécurité. Lors d'un exercice de cartographie qui consistait à demander aux participants d'identifier les lieux de l'insécurité (« zones rouges ») dans leur quartier, ce sont souvent les endroits où des personnes avaient été tuées qui ont été mises en avant.

Les cartes de Ndosho et de Mugunga font apparaître un grand nombre de zones rouges. La bordure nord de ces quartiers donnant sur le parc national des Virunga a été marquée sur toutes les cartes d'un trait rouge, que certains ont appelée « *le bain du sang* ». Les habitants qualifient de «

43 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la Lucha, Goma, 12 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec le responsable de la sécurité d'une ONG internationale, Goma, 10 avril 2019.

44 Projet Usalama III, focus group avec une association des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec un dirigeant de la société civile, Goma 22 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec le dirigeant de la Cellule pour le développement, Goma, 29 mars 2019.

45 Projet Usalama III, entretien avec un chercheur congolais, Goma, 26 mars 2019.

46 Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier, Goma, 26 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier adjoint, Goma, 26 mars 2019.

points chauds » les lieux où ils ont vécu un incident d'insécurité urbaine. Par exemple, les lieux de résidence de certains officiers supérieurs des FARDC sont identifiés comme des endroits à éviter la nuit à cause des actes d'extorsion auxquels se livreraient leurs vigils personnels.⁴⁷ Les points chauds commerciaux, comme la station d'essence Simba à Ndosho, sont explicitement liés à l'activité des gangs.

Dans le quartier de Mugunga, un lieu appelé Kanyarutchinya est perçu comme la principale zone rouge en raison d'une concentration de gangs, d'éclaireurs des FDLR et de membres des forces de sécurité.⁴⁸ Les relations spatiales du phénomène d'insécurité sont par ailleurs illustrées par un jeune de Mugunga:

Dans notre quartier, plusieurs armes à feu sont cachées dans des maisons... Nous avons déjà assisté à plus de cinq arrestations de personnes en possession d'armes qui collaboraient avec des bandits résidant à Nyiragongo [territoire de Nyiragongo ou le parc]. Cela confirme qu'ils opèrent au sein de réseaux. Les vendeurs de bois de chauffe sont les satellites des gens qui vivent dans le parc. On les trouve [les gens du parc] souvent au marché de Kanyarutchinya.⁴⁹

Les maisons de tolérance constituent une importante représentation spatiale de la violence et de l'insécurité. Il s'agit de maisons privées dans lesquelles la prostitution est organisée et où alcool et stupéfiants peuvent être consommés. Ces maisons sont réputées pour être des lieux où les criminels concluent leurs transactions et où circulent les armes. Les personnes interrogées les ont identifiées en tant que zones jaunes: des lieux non sécurisés mais sans violence meurtrière.⁵⁰ Lors

47 Projet Usalama III, discussion en focus group avec des PDI, Goma, 11 avril 2019.

48 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des PDI, Goma, 11 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des jeunes, Goma, 11 avril 2019; Pole Institute, « Problématique de la recrudescence de l'insécurité dans la commune de Karisimbi », Goma: Pole Institute, 2018.

49 Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019.

50 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

des exercices de cartographie avec les membres des communautés, ces zones ont été indiquées comme des points chauds de l'insécurité diurne. Pendant les discussions en focus group, les mères ont expliqué que les maisons de tolérance représentaient un risque pour leurs enfants car elles pouvaient potentiellement les entraîner dans la criminalité.⁵¹ Les jeunes ont déclaré qu'ils étaient parfois accusés à tort d'être associés aux maisons de tolérance,⁵² ce qui montre que la criminalité urbaine peut parfois affecter la façon dont les jeunes sont perçus.

Les espaces d'insécurité à l'intérieur des quartiers peuvent être reliés à ceux qui se trouvent à l'extérieur de la ville par le biais de réseaux criminels. Une mère à Ndosho raconte ce qui est arrivé à son fils, porté disparu pendant deux ans:

Alors qu'il avait 16 ans, il s'est mis à passer son temps dans des maisons de tolérance. Un jour, il a disparu, pour ne réapparaître que deux ans plus tard. Il a expliqué avoir été recruté dans l'une de ces maisons par un colonel en retraite qui l'a emmené en dehors de la ville dans le territoire de Nyiragongo, dans un grand complexe. Plusieurs jeunes garçons y étaient emprisonnés, nourris et entraînés et forcés à aller voler à Goma pendant la journée. Il leur fallait verser un forfait journalier au colonel, et s'ils ne le faisaient pas, on menaçait de faire du mal aux membres de leurs familles. Quand mon fils s'est échappé et est rentré à la maison, je n'avais nulle part où aller, j'avais trop peur des répercussions pour aller faire un signalement à la police.⁵³

Une autre dimension de l'insécurité est la proximité du parc national des Virunga, terrain opérationnel de plusieurs acteurs armés⁵⁴, que les résidents de Goma considèrent comme une menace pour les quartiers

.....

51 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

52 Projet Usalama III, focus group avec des écoliers, Goma, 9 avril 2019.

53 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

54 Esther Marijnen et Judith Verweijen, « Pluralising Political Forests: Unpacking « the State » by Tracing Virunga's Charcoal Chain », *Antipode* (2018): 1–22, 8.

externes. Le 9 avril 2019, trois vendeurs de pierres ont été enlevés sur le marché de Kanyarutchinya, et les endroits où l'on a retrouvé une partie de leurs vêtements indiquent qu'ils ont été emmenés à l'extérieur de la ville et dans le parc.⁵⁵ Un membre de l'Association des jeunes de Mugunga a expliqué que ce type d'enlèvements se produisait souvent: « Les FDLR prennent des gens comme ça pour les aider à acheminer des marchandises dans le parc. Au bout de quelques jours, ils sont souvent relâchés sans qu'une rançon ne soit réclamée. »⁵⁶

Certains lieux représentent aussi physiquement le lien entre le parc et la ville, par exemple la « colline de Kabila », où les FARDC disposaient d'une base stratégique. Plusieurs cas d'enlèvements se sont produits tout près de la colline, par laquelle doivent passer les criminels et les ravisseurs venant du parc.⁵⁷ Les gens qualifient souvent cette colline de « champ de bataille » et de lieu le plus dangereux du quartier de Mugunga. C'est fréquemment là que l'on trouve des victimes.⁵⁸

Surtout pendant les périodes marquées par des tensions et des violences, le parc est devenu le symbole de ce que les résidents de Goma appellent une violence externe ou étrangère et des acteurs violents. Il est désormais lié à la présence de groupes armés tels que les FDLR qui, à Goma, sont souvent désignés comme l'agresseur étranger (rwandais). Certains résidents proposent d'ériger un mur aux limites nord de la ville pour fermer l'accès au parc.

.....
55 Projet Usalama III, entretien avec un membre de l'Association des jeunes, Goma, 11 avril 2019.

56 Projet Usalama III, entretien avec un membre de l'Association des jeunes, Goma, 11 avril 2019.

57 Projet Usalama III, entretien avec le président de l'Association des jeunes, Goma, 12 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des PDI, Goma, 11 avril 2019.

58 Projet Usalama III, focus group avec des PDI, Goma, 11 avril 2019.

4. Qui sont les acteurs de la sécurité (ou de l'insécurité) à Goma?

Il peut être difficile d'identifier les principaux acteurs impliqués dans l'insécurité urbaine. Les résidents interrogés ont accusé une multitude d'acteurs de semer l'insécurité à Goma, dont les *maibobo*, les gangs, les bandits, les services de sécurité, les prisonniers évadés, les infiltrés (des rebelles actuels ou anciens de groupes armés) et les « démob » (des militaires démobilisés). Il est fréquent que les auteurs de meurtres, d'enlèvements et de vols à main armée ne soient jamais identifiés. Néanmoins, on relève deux grandes tendances dans la ville:⁵⁹ premièrement, les acteurs de l'insécurité urbaine sont un groupe hétérogène: acteurs étatiques et non étatiques; civils et personnel militaire ou de sécurité. Deuxièmement, et d'une manière connexe, les acteurs de la sécurité peuvent en même temps être une cause d'insécurité.

Mise en cause des FDLR

Les FDLR sont un groupe rebelle Hutu rwandais qui opère dans l'est de la RDC depuis plus de 15 ans. Ce groupe fait désormais partie intégrante de la nébuleuse complexe que forment les groupes armés au Nord- et au Sud-Kivu, lesquels ont joué un rôle important dans différentes insurrections violentes.⁶⁰ Tout comme d'autres groupes armés, la présence des FDLR n'est pas visible, mais les habitants de Goma reconnaissent souvent que le groupe opère de manière indirecte, en s'infiltrant dans les réseaux politiques, économiques et sociaux. Les FDLR sont souvent accusées de crimes violents dans la ville. Le récit qui suit, par exemple, illustre bien ce que pensent les résidents de Goma des activités du groupe:

.....
59 Alexis Bouvy, « Nous n'avons que nos yeux pour pleurer »; Büscher, « Conflict, State Failure ».

60 Jason Stearns et Christoph Vogel, « The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo », New York: Center on International Cooperation, 2015.

Les rebelles viennent et opèrent ici. Ils financent de nombreuses activités [économiques]: bus, camions, motos, commerces, planches, charbon de bois. Un grand nombre de commerces d'Amour [la route principale qui traverse Mugunga] travaillent pour le compte des FDLR, et paient les FDLR puisqu'ils travaillent avec leur argent [les négociants contractent un emprunt auprès des FDLR et les remboursent en leur versant une espèce de taxe]. Si vous êtes malhonnête, si vous les méprisez, ou si vous n'honorez pas l'accord... ils viennent vous chercher, même votre famille. Mais si vous suivez leurs consignes, ils ne sont pas si mal. On gagne sa vie. Il faut faire les choses comme il faut quand on travaille avec eux.⁶¹

Les relations complexes qu'entretiennent les groupes armés et les marchés économiques urbains sont bien connues des habitants des villes.⁶² On cherche souvent à expliquer les assassinats ou les enlèvements en soulignant que la victime aurait joué un rôle dans les relations militaro-économiques. Par exemple le 2 mars 2019, cinq personnes ont été tuées à Ndosho – un pharmacien et son client, un vendeur de crédit téléphonique, un motard et un marchand. Le voisin du pharmacien a été enlevé et sa femme a dû verser une rançon de 2 500 dollars US pour sa libération. On présume qu'il avait été enlevé par les FDLR et qu'il s'agissait d'un règlement de comptes puisqu'il était impliqué dans le commerce minier à Walikale, territoire situé à plus de 200 kilomètres de Goma, à l'Ouest. Une personne interrogée a indiqué qu'elle soupçonnait le pharmacien de collaborer avec des unités Cheka Maï-Maï, en conflit avec les FDLR.⁶³

L'idée selon laquelle les FDLR seraient les auteurs de ces crimes se retrouve également dans la sphère politique. Par exemple, certains députés provinciaux de l'opposition ont ouvertement fait savoir qu'ils soupçonnaient des officiers de l'armée bien précis et des groupes armés

61 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 28 mars 2019.

62 Scott, *Laurent Nkunda et la Rébellion du Kivu*; Büscher, « Urban Governance Beyond the State ».

63 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 3 avril 2019.

de collaborer à l'organisation de l'insécurité urbaine.⁶⁴ Le maire de Goma, Timothée Mwisa, a aussi accusé « certains politiciens » de collaborer avec les groupes armés pour terroriser la population urbaine.⁶⁵ Ces accusations ont fait suite à un communiqué de presse dans lequel un député provincial réclamait la démission du maire en raison de son incapacité à gérer l'aggravation de la situation sécuritaire.⁶⁶ Le fait de désigner les FDLR comme responsables de l'insécurité à Goma permet ainsi au maire de masquer ses propres échecs en matière de gouvernance urbaine, de sécurité et de protection, voire, d'après certains, de dissimuler le fait qu'il est lui-même complice de la violence.⁶⁷

Cette interprétation rejoint des conclusions similaires sur les perceptions des *Allied Democratic Forces* (ADF, Forces démocratique alliées), un groupe rebelle actif au Congo et en Ouganda, instauré pour répondre à des objectifs politiques spécifiques. Par exemple, en qualifiant les ADF d'organisation terroriste, le gouvernement ougandais a cherché à légitimer l'invasion de la RDC, à s'attirer le soutien des Etats-Unis dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » et à calomnier les politiciens de l'opposition.⁶⁸

Les récits relatifs à une implication des FDLR dans l'insécurité urbaine à Goma sont étroitement liés à la réputation de la ville en tant que point

64 Sonia Rolley, « RDC: Des députés Du Nord-Kivu s'inquiètent d'une hausse de l'insécurité », *RFI Afrique*, 3 mars 2019. Consulté le 26 juin 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190303-rdc-deputes-nord-kivu-s-inquietent-hausse-insecurite>.

65 Ivonne Kapinga, « Tueries à Goma: Le maire de la ville accuse « certains politiciens et des enfants de connivence avec les groupes armés », *Actualité CD*, 6 mars 2019. Consulté le 26 juin 2019, <https://actualite.cd/2019/03/06/tueries-goma-le-maire-de-la-ville-accuse-certains-politiciens-et-des-enfants-de>.

66 Gisèle Mbuyi, « Tuerie à Goma dans le Nord-Kivu: 6 personnes abattues et une enlevée par des présumées FDLR », *Digital Congo*, 4 mars 2019. Consulté le 25 juin 2019, <https://digitalcongo.net/article/5c7d191d90e7320004c53a88/>

67 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la Lucha, Goma, 12 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec un chercheur congolais, Goma, 26 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un chercheur congolais, Goma, 13 avril 2019.

68 Kristof Titeca et Daniel Fahey, « The Many Faces of a Rebel Group: The Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo », *International Affairs* 92/5 (2016), 1189–1206.

d'entrée des agresseurs étrangers. Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, la violence est souvent attribuée aux acteurs étrangers, ce qui revient à nier le rôle des acteurs locaux et à masquer les dynamiques locales. Le rôle crucial des acteurs, des processus et des dynamiques locaux ne saurait toutefois être ignoré. En effet, le rôle des acteurs locaux dans l'insécurité à Goma est démontré dans les récits des contrevenants arrêtés, qui s'avèrent être des Gomatraciens (habitants de Goma) basés au niveau local. En réalité, de nombreuses personnes interrogées affirment que le récit focalisé sur les FDLR sert souvent d'excuse à toutes sortes de bandits locaux pour faire croire aux gens qu'ils opèrent pour les FDLR en empruntant les voies de sortie via le parc. Un agent de la PNC explique ainsi:

Les FDLR sont un prétexte que nous mettons en avant. Mais en réalité, il est un fait que la plupart des Congolais sont au chômage, et c'est ça le problème. Les bandits opèrent et disparaissent aussitôt. Le parc est loin! . . . A cause du chômage, les gens ont besoin de se débrouiller par d'autres moyens . . . Les bandits viennent et opèrent, après quoi les gens disent, « Ah, ce sont les FDLR. Ils parlaient en kinyarwanda. » Mais la plupart des gens ici parlent kinyarwanda.⁶⁹

Et un autre agent de la PNC d'ajouter: « Pointer du doigt les FDLR? Mais non, il y a aussi des officiers de police qui font cela [assassinats, vols qualifiés, enlèvements]. Même des militaires [FARDC]. Il n'y a pas de suivi. »⁷⁰

Les différentes perceptions du rôle des FDLR dans l'insécurité urbaine exigent une analyse plus nuancée. A y regarder de plus près, on se rend ainsi compte que le récit relatif aux FDLR semble être une simplification excessive. Concernant les cas d'insécurité urbaine documentés, ce sont des acteurs locaux et externes qui interagissent de manière rapprochée. Outre le rôle clé des FDLR dans le commerce de bois et de charbon de bois, les conflits locaux sont tout aussi importants pour la dynamique

69 Projet Usalama III, focus group avec des agents de la PNC, Goma, 15 avril 2019.

70 Projet Usalama III, focus group avec des agents de la PNC, Goma, 15 avril 2019.

de l'insécurité et de la violence à Goma. Qui plus est, le récit relatif aux FDLR a été politisé et mis au service de différents agendas, la violence à Ndosho et Mugunga renforçant les soupçons lorsqu'il s'agit de savoir qui collabore avec ce groupe armé.⁷¹

Implication des autorités étatiques

Il existe un consensus général parmi les habitants de Goma selon lequel les autorités étatiques sont complices de l'insécurité urbaine. Les personnes interrogées ont fait valoir que les services de sécurité étatiques harcelaient, volaient et soumettaient à des actes d'extorsion les habitants de la ville, souvent en conjonction avec des *maibobo*, des gangs et d'autres acteurs malveillants.⁷² Le nombre élevé d'enlèvements, d'assassinats et de vols qualifiés, conjugué à une impunité constante, a entraîné une détérioration des relations entre les résidents de Goma et les autorités de l'Etat.

Pour un grand nombre d'habitants de Goma, les récents incidents criminels violents sont perçus comme faisant partie intégrante d'un projet global visant à exploiter l'insécurité pour promouvoir des agendas politiques opportunistes. Ce sentiment se voit renforcé chaque fois que des unités de la PNC, des FARDC ou de l'Agence nationale de renseignements (ANR) sont prises en flagrant délit. Par exemple, le 30 mars 2019, un agent des renseignements militaires s'est fait prendre à Mugunga en train de vendre deux armes à feu à des rebelles FDLR.⁷³ L'information s'est répandue comme une traînée de poudre, alimentant les soupçons de complicité des acteurs étatiques de la sécurité – et des politiciens – dans l'aggravation récente de la violence. Une émission de télévision comique très regardée reprend ces soupçons populaires: s'inspirant d'une histoire vraie de vol à main armée, un sketch montre un homme

71 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

72 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des jeunes, Goma, 9 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des motards, Goma, 11 avril 2019.

73 Projet Usalama III, entretien avec le bourgmestre, Goma, 4 avril 2019.

auquel un groupe de bandits armés rend visite chez lui. Quand un membre de sa famille qui observe la scène caché derrière un placard appelle le numéro vert (le numéro d'urgence de la police), les téléphones portables des voleurs armés se mettent à sonner.⁷⁴ Ce genre de perceptions est encore exacerbé par l'image de l'« homme armé non autrement identifié », qui apparaît dans les médias et les récits populaires comme étant le principal auteur de la violence dans la ville. Bien que non identifiés, des discussions s'ensuivent souvent autour de la question de savoir si ces hommes ont été vus vêtus de l'uniforme de la PNC ou des FARDC.

La passivité et l'inaction de la PNC, des FARDC et de l'ANR – perçues comme ne faisant rien pour arrêter la hausse de l'insécurité et de la violence – renforcent également les perceptions de complicité. Contrairement à ces perceptions publiques négatives, les unités de police soulignent que leurs postes au niveau des quartiers, notamment les commissariats de la PNC qui sont au plus petit niveau, à savoir les sous-CIAT ou sous-commissariats, manquent de ressources et de personnel, ne comptant qu'une poignée d'officiers de police. Ndosho et Mugunga disposent chacun d'un commissariat (CIAT) rattaché au bureau du chef de quartier et de trois sous-commissariats (sous-CIAT) répartis dans chaque quartier. Ce manque de ressources a été vérifié par l'équipe de recherche, qui a constaté que l'un des trois sous-CIAT de Mugunga ne disposait que de deux officiers de police en service et d'une seule arme à feu.⁷⁵

Si la question de la complicité des services de sécurité lors des attaques récentes reste ouverte, on ne saurait nier qu'il existe une part de vérité dans les plaintes communément formulées par les habitants de Goma, selon lesquelles les bandits et les gangs collaborent et sont protégés par les autorités étatiques. Il peut par exemple être dangereux de dénoncer un criminel: après leur arrestation, il est fréquent que les auteurs présumés se retrouvent rapidement dans la rue, et ils savent souvent qui

.....
74 Projet Usalama III, entretien avec le président d'une ONG locale, Goma, 13 avril 2019.

75 Projet Usalama III, observation, Goma, 6 avril 2019.

les a dénoncés. Moyennant une part des profits dégagés du délit ou le versement d'une amende négociée, les voleurs et autres criminels sont vite relâchés par la police. Un agent de la PNC affirme ainsi: « Nous, les officiers de police, nous nous transformons en juges parce que si nous renvoyons les dossiers devant le parquet, nous ne mangeons pas. »⁷⁶

Il arrive parfois que l'ordre de libérer un criminel ou de ne pas engager de poursuites vienne des instances supérieures. Un officier de police explique ainsi: « Beaucoup de bandits sont connus des cadres. Ils vont à Munzenze [la prison centrale de Goma], en faisant semblant. Au bout de deux semaines, ils ressortent. »⁷⁷ Le commissaire d'un autre poste de police précise quant à lui:

Un jour, j'ai arrêté quelqu'un avec de la fausse monnaie. Après, il a même avoué avoir kidnappé des gens. J'ai voulu le transférer devant le parquet, mais j'ai eu des problèmes avec le procureur supérieur. Un procureur est venu dans mon commissariat en disant: « Toute viande n'est pas bonne à manger. » Il voulait que je le libère sans conditions. Alors que vouliez-vous que je fasse? . . . Je l'ai libéré. Le procureur, c'est le procureur. Si j'avais continué, il m'aurait pourchassé. Et puis, l'association de malfaiteurs reste opérationnelle ici. Alors il faut que je me méfie. Notre Congo est en situation d'échec total.⁷⁸

Clientélisme et protection

Pour comprendre la façon dont fonctionnent les réseaux clientélistes et de protection entre les autorités étatiques et les criminels, il est important de reconnaître qu'ils dépendent les uns des autres. En effet, les gangs ont besoin de parrains pour leur protection et les autorités étatiques recherchent souvent des clients pour leur donner de l'argent et des informations confidentielles. Par ailleurs, il est parfois arrivé,

.....

76 Projet Usalama III, focus group avec des agents de la PNC, Goma, 15 avril 2019.

77 Projet Usalama III, focus group avec des agents de la PNC, Goma, 15 avril 2019.

78 Projet Usalama III, entretien avec un commissaire de la PNC, Goma, 2 avril 2019.

notamment lors des manifestations anti-Kabila à l'approche des élections de 2018, que des agents de la PNC déploient des gangs pour aider à disperser ces manifestations.⁷⁹

Comme l'explique un agent de police, « ici les bandits aiment travailler avec les autorités. Même ici à notre poste [de police]. Ils passent... « Ah, vieux!⁸⁰ C'est vous qu'ils ont envoyé ici! Nous sommes les jeunes de ce quartier. » ... Ils veulent faire connaissance avec nous. »⁸¹ Et un membre d'un gang de préciser:

Si on va en terrain vierge, on rend d'abord visite au chef du lieu. On essaie de rencontrer le plus haut gradé de l'armée ou de la police. [On dit]: « Voici, vous avez 100 dollars. Sur 1 000 dollars, ce n'est rien. » Ou bien: « Donnez-moi votre numéro, je vous enverrai du crédit de communication après. » L'officier ne peut pas refuser [rires].⁸²

Le chef d'un gang a résumé ce système de clientélisme et de protection en citant un proverbe lingala: « *Loboko oyo ekabaka, bakataka yango te* [la main qui nourrit ne se coupe pas] ». ⁸³

Souvent, les services de sécurité étatiques instaurent également des relations avec des membres de gangs. Le chef d'un gang interrogé pour les besoins du présent projet a ainsi raconté:

A un moment donné, le chef du gang était recherché par les services de sécurité. Il a décidé de se présenter devant l'agent le plus gradé de la PNC pour résoudre le problème. Le policier de service l'a jeté dans une cellule et lui a donné des coups de fouet. Le lendemain, alors qu'ils allaient lui infliger une nouvelle punition, en doublant le nombre de coups de fouet, le chef du gang s'est effondré en éclatant en sanglots. Il a supplié le policier de ne pas lui faire de mal, en

.....

79 Entretien avec un chef de gang, Goma, 15 juillet 2017.

80 « Vieux » est ici une marque de respect à l'égard d'un ancien ou d'un supérieur.

81 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des agents de la PNC, Goma, 15 avril 2019.

82 Entretien avec un membre d'un gang, Goma, 17 février 2017.

83 Entretien avec un membre d'un gang, Goma, 15 mai 2017.

expliquant qu'il ne savait rien de ce qu'ils voulaient qu'il avoue. Il les a suppliés de lui donner une amende à la place, assurant les agents qu'il avait chez lui deux chèvres à leur offrir. Des membres de sa famille – qui faisaient partie des FARDC – sont venus plaider en sa faveur, après quoi le commissaire a fini par accepter de le libérer. Il a emmené le chef du gang dans sa jeep et l'a conduit à son domicile, où l'homme a montré ses chèvres au commissaire. Celui-ci a refusé les chèvres qui lui étaient offertes, préférant lui donner son numéro de téléphone.

Quand il s'est remis de ses blessures, le chef du gang a apporté au commissaire un sac de charbon et une chèvre en cadeaux. D'après le chef du gang, le commissaire lui a dit que tant qu'il continuerait ainsi, il n'aurait aucun problème. Depuis, le chef du gang transmet au commissaire des renseignements sur le milieu criminel de Goma. Le chef du gang a déclaré qu'après avoir appelé le commissaire, certains des bandits qu'il avait dénoncés purgeaient désormais une peine à Munzenze.

En commençant par flageller le chef du gang lors de sa détention, le commissaire de police a instauré une relation avec lui. Les réseaux de criminels et les autorités étatiques s'appuient sur ce type de relations mutuellement bénéfiques, une partie recherchant une protection tandis que l'autre veut des renseignements et une rétribution financière.⁸⁴

Un nouveau maire a été nommé en février 2018, des agents haut placés de la PNC et des FARDC ont été remplacés, et le gouverneur a changé deux fois pendant la période post-électorale; tout cela fait que les réseaux clientélistes établis à différents niveaux – au sein de l'administration municipale, des hiérarchies militaires et des structures de gangs – ont changé et que de nouvelles structures semblent en passe d'apparaître. Les nouveaux réseaux clientélistes pourraient engendrer des tensions entre les différents acteurs, mais aussi générer de nouveaux espaces opérationnels pour les acteurs de l'insécurité.

.....
84 Projet Usalama III, entretien avec le chef d'un gang, Goma, 5 avril 2019.

5. Réponses à l'insécurité à Goma

Les habitants de Goma se disent généralement frustrés par la réponse de l'Etat face à l'insécurité, à la violence et à la criminalité urbaines. Ils accusent souvent les services de sécurité étatiques d'être complices des actes criminels. Face à cette problématique, les habitants de Goma élaborent actuellement leurs propres stratégies pour lutter contre l'insécurité dans leurs quartiers, parmi lesquelles des manifestations populaires, des groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre et parfois une justice populaire, ce qui signifie qu'il peut arriver que des suspects se fassent tuer par un groupe de personnes. Les réponses communautaires peuvent revêtir la forme d'une action collective ou individuelle, à travers laquelle les citoyens prennent eux-mêmes le problème en charge de différentes manières. Ces actions ne sont toutefois pas toujours constructives et elles peuvent aggraver la prolifération populaire de la violence urbaine, en nuisant aux relations entre résidents.

Les principaux absents de cette longue liste de réponses sont les acteurs internationaux. En effet, bien que la ville compte un grand nombre d'agences internationales humanitaires et de développement, ainsi qu'un énorme déploiement de Casques bleus de l'ONU, il est rare qu'ils soient impliqués dans les questions urbaines. Ils ont plutôt tendance à se focaliser sur la situation sécuritaire, humanitaire et de développement dans l'arrière-pays rural de Goma.⁸⁵ Si la MONUSCO patrouille la ville à bord de jeeps, les règles et conditions de son déploiement lui interdisent d'intervenir.

Police et autres autorités locales

Bien que Goma compte un important déploiement de policiers et de militaires comparé aux zones rurales, les commissariats au niveau

.....
85 Karen Büscher et Koen Vlassenroot, « Humanitarian Presence and Urban Development: New Opportunities and Contrasts in Goma, DRC », *Disasters* 34/s2 (2010): S256-73.

des quartiers souffrent généralement d'un manque de personnel et d'équipements.⁸⁶ Une plainte entendue à maintes reprises concernant les interventions de la police est qu'elle arrive généralement trop tard. Un chef de quartier a ainsi expliqué: « Si on appelle la police pour une intervention, on nous répond qu'ils n'ont pas de carburant. Je me demande si c'est vraiment à moi, le chef de quartier, d'acheter du carburant pour la police. »⁸⁷ Outre le carburant, la police manque souvent de véhicules (motos, voitures, jeeps) pour bien fonctionner. Par exemple, le poste de police de la commune de Karisimbi ne dispose que d'une jeep pour couvrir huit quartiers.⁸⁸ L'inefficacité qui résulte de ce manque de ressources, conjuguée au fait que la PNC serait complice de la criminalité urbaine, porte atteinte à la légitimité de la police aux yeux de la population locale.

L'Etat n'a pas été entièrement passif face à la hausse de la violence urbaine à Goma. En août 2017, par exemple, alors que plus de dix assassinats avaient été perpétrés en deux semaines, le général provincial de la police a activé les lignes téléphoniques d'urgence pour remplacer le service d'appels d'urgence en place jugé dysfonctionnel.⁸⁹ Plusieurs personnes interrogées ont toutefois suggéré qu'il s'agissait là d'un geste purement symbolique car la stratégie de la police n'en est pas plus efficace pour autant.⁹⁰ D'une manière générale, la réponse de l'Etat lors

.....

86 La dynamique sous-jacente du dysfonctionnement des forces de police congolaises est décrite en détail dans d'autres rapports. Voir par exemple: Maria Eriksson Baaz et Ola Olsson, « Feeding the Horse: Unofficial Economic Activities within the Police Force in the Democratic Republic of the Congo », *African Security* 4/4 (2011): 223-241; et Michel Thill, « Police at Work in Bukavu: Negotiating Revenue-Generation in Urban Pirate Markets », dans *Negotiating Public Services in the Congo*, éd. Tom De Herdt et Kristof Titeca, p. 120-141, Londres: Zed Books, 2019.

87 Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier, Goma, 26 mars 2019.

88 Projet Usalama III, entretien avec un bourgmestre, Goma, 4 avril 2019.

89 Patrick Maki, « Goma: La Police met deux numéros verts à la disposition de la population pour lutter contre l'insécurité », *Actualité CD*, 21 août 2017. Consulté le 26 juin 2019, <https://actualite.cd/2017/08/21/goma-la-police-met-deux-numeros-verts-la-disposition-de-la-population-pour-lutter-contre>.

90 Projet Usalama III, entretien avec un membre de l'Association des jeunes, Goma, 14 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre du personnel d'une ONG, Goma, 13 avril 2019.

d'une forte insécurité à Goma consiste à renforcer les mesures de sécurité. De février à avril 2019, cette stratégie a entraîné une hausse du déploiement d'unités des FARDC et de la PNC dans les quartiers de Ndosho et de Mugunga, ainsi qu'une intensification des patrouilles PNC et PM mixtes.⁹¹ Cependant, ces patrouilles ayant tendance à ne pas sortir des grands axes, les gens doutent de leur efficacité.⁹² En outre, elles harcèlent souvent les résidents en leur ordonnant de leur remettre de l'argent ou leur téléphone.

Pour ce qui est du manque d'effectifs policiers, Mugunga fait figure d'exception: on y trouve plus de 400 officiers de police du GMI dans un centre de formation de la police. Comparé aux autres unités de la PNC, les effectifs du GMI sont bien formés et bien équipés. D'abord déployés à Goma pendant la période électorale (novembre – décembre 2018), ils ont progressivement assumé certaines tâches d'autres unités de la PNC, notamment en renforçant les patrouilles et en procédant à des arrestations. Leur présence fait de Mugunga l'un des quartiers les plus militarisés de Goma. Pourtant, la PNC n'a pas réussi à maîtriser la situation d'insécurité. Les postes de police au niveau des quartiers, qui sont au plus près de la population, continuent largement de manquer d'équipements et de personnels, ce qui confère un espace opérationnel aux criminels. A noter toutefois qu'une hausse du déploiement des policiers ne revient pas forcément à améliorer la sécurité. Les personnes interrogées ont souvent déclaré que la nuit, il valait mieux éviter les routes principales, patrouillées par la PNC et la PM.⁹³

La forte intensité de violence et le grand nombre de victimes enregistrés début 2019 ont déclenché une contestation populaire qui a contraint

91 Par exemple, un poste FARDC de petite taille, se composant de trois petites tentes, a été érigé sur la colline dite Oping à Ndosho et un autre sur une colline au nord de Ndosho, en territoire de Nyiragongo.

92 Projet Usalama III, entretien avec le dirigeant de l'Association des jeunes, Goma, 12 avril 2019; Projet Usalama III, entretiens avec des chefs de quartier, Goma, 26 mars 2019.

93 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des habitants de Ndosho, Goma, 9 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des habitants de Mugunga, Goma, 11 avril 2019.

les autorités étatiques à réagir. Le maire de Goma a fait l'objet de nombreux blâmes du fait de son inaction. Face à cette situation, le 6 mars 2019, il a organisé une réunion avec les cadres de base – l'échelon administratif municipal le plus bas, se composant du chef de quartier, des chefs de cellules, des chefs d'avenues et du *nyumba kumi* (chef de dix maisons) – et s'est rendu à Mugunga. Les habitants de Mugunga n'ont pas été impressionnés par la manière dont il s'est adressé à eux – semblant ignorer les réalités du quartier.⁹⁴ Il n'a fait que de vagues promesses relatives à une meilleure formation des cadres de base et à une hausse du déploiement policier. Le peu de confiance qu'a la population locale envers le maire a poussé plusieurs entités à réclamer son remplacement, notamment la société civile et des députés provinciaux.⁹⁵

Une mesure populaire prise par les autorités municipales à Goma a été de contrôler les déplacements des personnes afin d'identifier les éventuels intrus dans le quartier. Le 12 mars 2019, le bourgmestre de la commune de Goma a publié une déclaration appelant les cadres de base à prendre part à des mesures exhaustives de contrôle des déplacements à travers la (re)mise en œuvre du système de jetons. Il s'agit là de jetons que les habitants reçoivent en s'inscrivant auprès de leur chef de quartier, et qu'ils doivent avoir sur eux au même titre qu'une carte d'identité. Ce système avait déjà été instauré en 2008, mais il avait été abandonné car il avait également entraîné une hausse des actes de harcèlement perpétrés par la police à la nuit tombée; la police demandait souvent à voir le jeton pour se donner une raison de commettre un acte d'extorsion.⁹⁶

.....

94 Projet Usalama III, conversations informelles avec plusieurs habitants et des dirigeants de groupes de jeunes, Goma, 6 avril 2019. Le maire déclare que l'insécurité urbaine est due à la fois aux règlements de comptes entre habitants et au rôle des infiltrateurs étrangers; voir: Richard Mashuari Kalirwa, « Le Maire Muisa Nseke promet des solutions à l'insécurité dans son entité », *MediaCongo*, 7 mars 2019. Consulté le 26 juin 2019, https://www.mediacongo.net/article-actualite-48584_goma_le_maire_muisa_nkese_promet_des_solutions_a_l_insecurite_dans_son_entite.html; Kapinga, « Tueries à Goma ».

95 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la Lucha, Goma, 12 avril 2019.

96 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des PDI, Goma, 9 avril 2019.

Société civile

Des réponses à l'aggravation de l'insécurité urbaine sont également en train d'être organisées par des acteurs et des associations qui se présentent comme faisant partie de la société civile urbaine. Au Congo, la Société civile est une entité institutionnalisée, avec une structure hiérarchique claire du niveau national jusqu'à celui du quartier. En dehors de cela, il existe d'autres formes d'engagement civique, telles que le phénomène urbain plus récent des mouvements citoyens qui affirment s'éloigner des organisations de la société civile institutionnalisées.

Les activités sécuritaires mises en place par les associations de la société civile institutionnalisées se répartissent en trois catégories: documentation des dossiers, dénonciation du gouvernement pour malversation et plaidoyer en faveur d'une réforme. Les associations de la société civile institutionnalisées font des déclarations dans les médias, contribuent à mobiliser la population lors des grèves et des manifestations publiques, et adresseant au gouvernement et à d'autres agents politiques des recommandations et des mémorandums. Par exemple, en mars 2019, après deux mois d'attaques meurtrières et d'enlèvements à Goma, la Société civile du Nord-Kivu a publié un mémorandum en faveur d'une amélioration de la gouvernance urbaine et de la gestion de la ville, y compris de la police et du système judiciaire. Dans un premier temps, elle a plaidé en faveur du remplacement du maire, du commissaire provincial de la PNC et du procureur militaire supérieur de Goma.⁹⁷

Outre les actions des organisations de la société civile institutionnalisées, d'autres associations et mouvements mènent des activités similaires. Ainsi, l'Association des jeunes, qui fait officiellement partie du cadre étatique, mais qui concrètement se situe souvent entre l'Etat et la société civile, est une organisation nationale dotée de bureaux locaux à chaque niveau de gouvernance. A Goma, l'Association des jeunes interagit avec l'administration locale et entretient tout un éventail de relations avec les chefs religieux, les dirigeants de mouvements sociaux,

97 Société civile du Nord-Kivu, « Mémorandum portant demande de sécurité en ville de Goma et ses environs », Goma: Société civile du Nord-Kivu, mars 2019.

les ONG et d'autres acteurs de la société civile au sens large. A Ndosho et Mugunga, les présidents et le conseil d'administration des Associations semblent être des acteurs dynamiques en matière de collecte d'information, de dénonciation et de plaider. Ils enregistrent les cas d'insécurité dans leurs quartiers en demandant à leurs membres d'effectuer un suivi des incidents. Par ailleurs, en cas d'enlèvement, le président de l'Association des jeunes de Goma demande aux membres de collecter des informations pour tenter de tracer l'itinéraire emprunté par les ravisseurs, si la police reste inactive.⁹⁸

Après l'enlèvement de trois jeunes gens à Mugunga en mars et avril 2019, le président de l'Association de Goma a passé énormément de temps et consenti des efforts considérables, y compris en recourant à son propre réseau, pour tenter de documenter les événements et s'entretenir avec les familles des victimes. Cette documentation a permis de formuler des recommandations et de lancer un plaidoyer en faveur de la sécurité des habitants de leurs quartiers.⁹⁹ Les Associations des jeunes bénéficient généralement d'une forte légitimité auprès des habitants de Goma. Leur structure étant horizontale et équilibrée du point de vue du genre, elles donnent un sentiment d'engagement partagé face aux défis de l'insécurité urbaine quotidienne. Ajoutons qu'elles sont rarement perçues comme étant corrompues ou complices de l'insécurité.

Manifestations publiques

L'organisation de manifestations publiques représente une réponse puissante à l'insécurité urbaine, qui témoigne du sentiment profond de frustration et de colère de la population face à des forces de police et à une armée qui restent dans l'inaction et sont soupçonnées de complicité.

.....

98 Projet Usalama III, entretien avec le vice-président de l'Association des jeunes, Goma, 14 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec le président de l'Association des jeunes, Goma, 12 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des PDI, Goma, 11 avril 2019.

99 Nsapu, « RDC Tueries répétitives ».

De janvier à avril 2019, la quasi-totalité des enlèvements violents et des assassinats ont donné lieu à des manifestations, auxquelles ont participé différentes catégories de la population pour réclamer sécurité et justice, et mettre fin à la violence par une intervention des autorités urbaines et provinciales. Ces actions ne sont pas mises en place par une organisation communautaire ou un mouvement social spécifique; en effet, au départ, elles répondent souvent à un besoin d'exprimer spontanément sa frustration et sa colère, avant que des organisations de la société civile institutionnalisées ne s'en saisissent, pour ensuite revendiquer le rôle actif qu'elles ont joué dans ces manifestations.¹⁰⁰

Les mouvements citoyens, les plus connus étant la Lucha et Filimbi, réagissent eux aussi à l'insécurité urbaine. Ils regroupent surtout des jeunes affichant un bon niveau d'instruction qui plaident en faveur d'une réforme politique, du respect des droits humains et du droit à bénéficier de services fondamentaux, notamment d'une sécurité. Leurs actions ont suscité une grande attention parmi les médias mondiaux.¹⁰¹ Leurs relations avec l'Etat congolais relèvent de la confrontation, et ils font souvent face à la force brutale de l'Etat lors de leurs manifestations.¹⁰² Malgré cette attention et cette visibilité, leur légitimité aux yeux des

100 Projet Usalama III, focus group avec des mouvements citoyens, *Deboutistes* et *Filimbi*, Goma, 8 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec le président de l'Association des jeunes, Goma, 3 avril 2019; Projet Usalama III, focus group avec l'Association des jeunes, Goma, 1^{er} avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la Lucha, Goma, 12 avril 2019.

101 Voir par exemple: Kristen Chick, « These young people are fighting for the Democratic Republic of Congo to live up to its name », *Los Angeles Times*, 5 octobre 2018. Consulté le 26 juin 2019, <https://www.latimes.com/world/la-fg-congo-democracy-20181004-story.html>; Tom Wilson, « Congolese activists on hunger strike after court refuses release », *The Guardian*, 19 mars 2016. Consulté le 26 juin 2019, <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/19/congolese-activists-on-hunger-strike-after-court-refuses-release>.

102 Human Rights Watch, « DR Congo, Youth Activists Rounded up at Strike », *Human Rights Watch*, 23 février 2016. Consulté le 26 juin 2019, <https://www.hrw.org/news/2016/02/23/dr-congo-youth-activists-rounded-strike>; Ismail Akwei, « DRC's Lucha activists protest against filth in Kinshasa; dozens arrested », *Africanews*, 27 avril 2017. Consulté le 9 juillet 2019, <https://www.africanews.com/2017/04/27/drc-s-lucha-activists-protest-against-filth-in-kinshasa-dozens-arrested/>.

habitants des villes est limitée, car ils représentent largement une catégorie spécifique de la population avec un niveau d'éducation élevé.¹⁰³ Au niveau des quartiers, Ndosho dispose de son propre mouvement citoyen, les Deboutistes. Parmi ses actions, citons la plantation d'arbres dans le quartier et l'organisation d'une marche lors de laquelle les participants portaient des arrosoirs vides pour réclamer un meilleur accès à l'eau dans leur quartier.¹⁰⁴

Ces différents acteurs s'associent parfois afin d'organiser des actions ou des interventions plus régulières. Ainsi, en février 2019, la Lucha et l'Association des jeunes ont rédigé un courrier et organisé une pétition pour demander le congédiement du maire de Goma et du général provincial de la police. Toujours en février, ce même collectif a organisé une pétition similaire réclamant le renvoi de députés provinciaux. C'est en partie grâce à ses efforts qu'une motion a été adoptée devant l'assemblée nationale et qu'un groupe de ministres provinciaux s'est rendu à Kinshasa pour plaider en faveur d'interventions sécuritaires à Goma. Une délégation de Kinshasa a été envoyée à Goma le 2 avril afin de réaliser une mission de terrain et d'étudier l'insécurité récente. Cependant, aucune mesure significative n'a été prise au retour de la délégation à Kinshasa.¹⁰⁵

Actions communautaires et groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre

Face à la criminalité urbaine, les habitants de Goma ont commencé à agir de manière collective, s'appuyant sur un sentiment commun d'abandon de la part du gouvernement. Ces formes d'action collective consistent en des initiatives locales qui ne sont pas organisées de manière formelle mais n'en sont pas moins efficaces. Elles se caractérisent généralement

103 International Crisis Group, « Boulevard of Broken Dreams: The « street » and politics in the DRC », 13 juin 2016. Consulté le 26 juin 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/boulevard-broken-dreams-street-and-politics-dr-congo>.

104 Projet Usalama III, focus group avec des Deboutistes, Goma, 8 avril 2019.

105 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la Lucha, Goma, 12 avril 2019.

par une grande diversité, typique de la plupart des environnements urbains. Elles associent des membres de différentes communautés ethniques qui vivent ensemble dans leur quartier respectif et qui, contrairement à l'arrière-pays rural, sont moins mobilisés autour d'une identité communautaire ethnique.

Au niveau du quartier, les habitants mettent en place des systèmes d'alerte pour avertir leurs voisins en cas de danger. Ces systèmes sont essentiellement mis en œuvre la nuit. Par exemple, si des cambrioleurs tentent de s'introduire dans une maison, les gens s'alertent en criant à l'aide et en faisant du bruit avec des sifflets, des tambourins et des sirènes. Quand une telle réponse se met en place près du lieu de l'incident, cela peut cependant présenter des risques.¹⁰⁶ Une personne interrogée a raconté que lors d'un braquage nocturne, les bandits avaient crié: « Ceux qui ne saignent pas sont libres d'ouvrir leur bouche et de crier. Mais si vous savez que vous saignez, vous avez intérêt à la fermer. Ceux qui sortiront de chez eux ou qui crieront seront fusillés sur-le-champ. »¹⁰⁷ Dans de tels cas, un autre moyen d'informer les habitants du danger consiste à envoyer un SMS aux voisins un peu plus éloignés du lieu du délit, lesquels pourront alors commencer à faire du bruit. Bien que leur champ d'action soit limité, ces systèmes d'alerte constituent des mesures de sécurité directes ascendantes permettant de protéger les résidents de la criminalité.

L'autre réponse communautaire au problème de l'insécurité est celle des groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre et des systèmes d'autodéfense. Depuis plusieurs années, les groupes de jeunes luttent contre la criminalité et l'insécurité en patrouillant les rues la nuit, en récupérant des biens volés, en trouvant les criminels recherchés et en surveillant les quartiers, les marchés et d'autres lieux publics. Ces groupes sont généralement motivés par l'idée puissante d'une « auto-prise en charge ». Ce concept remonte à la crise économique et politique des années 1980 sous le Président Mobutu, lorsque les populations ont dû

106 Projet Usalama III, entretien avec quatre femmes, Goma, 27 mars 2019.

107 Projet Usalama III, entretien avec un chef d'avenue, Goma, 26 mars 2019.

s'organiser pour la fourniture de biens et de services publics, tels que la sécurité, l'Etat en étant incapable.¹⁰⁸

L'une des formes populaires de ce type d'initiatives est celle des groupes d'autodéfense organisés par les jeunes du quartier qui effectuent des rondes et érigent des barrages la nuit pour pouvoir effectuer des contrôles de sécurité. Généralement non armés, ils travaillent à titre bénévole mais demandent souvent pour leurs services une contribution financière volontaire aux personnes qu'ils protègent.¹⁰⁹ A l'heure actuelle cependant, au vu de l'extrême violence employée lors des vols qualifiés et des enlèvements, ces groupes d'autodéfense ne bénéficient plus du même degré de soutien aux yeux des autorités municipales et ils sont fortement dissuadés d'opérer en raison des risques que les rondes font peser sur les jeunes.¹¹⁰ Comme l'a déclaré un cadre de base, « Nous ne pouvons pas sacrifier la population comme cela ». ¹¹¹ Le chef de quartier adjoint de Ndosho, qui a participé une fois aux patrouilles mixtes en tant que civil, a quant à lui expliqué: « Aujourd'hui, les jeunes gens restent chez eux. Ils ont des sifflets et des tambourins pour faire du bruit la nuit, mais s'ils circulent pendant la nuit, ils peuvent tomber sur des militaires et des policiers, qui risquent de les tuer. »¹¹²

Néanmoins, pour les quartiers de Ndosho et de Mugunga, ces initiatives n'ont pas complètement cessé. A Mugunga, le chef d'un important mouvement de jeunes a instauré un système d'autodéfense ponctuel, qui n'opère que si besoin est. Ces jeunes ont ainsi entrepris de mener leurs propres enquêtes après les assassinats et les enlèvements commis à

.....

108 Judith Verweijen, « Between « Justice » and « Injustice »: Justice Populaire in the Eastern DR Congo », JSRP Policy Brief 4, Londres: The Justice and Security Research Programme, août 2016; Judith Verweijen, « From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo », *African Studies Review* 58/2 (2015): 157-180, 162.

109 Büscher, « Conflict, State Failure ».

110 Projet Usalama III, entretien avec un bourgmestre, Goma, 4 avril 2019.

111 Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier, Goma, 26 mars 2019.

112 Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier adjoint, Goma, 26 mars 2019.

Mugunga en février et mars 2019. En collaboration avec le responsable de l'autorité administrative voisine, à Rusayu, ils ont réussi à arrêter deux suspects et confisqué une mitrailleuse en périphérie du territoire de Nyiragongo, voisin de Mugunga. Le lendemain, ils ont découvert plusieurs kilogrammes de munitions et une autre mitrailleuse dans un magasin du quartier, qu'ils ont remis à la police.¹¹³

L'Association pour le développement de Nyabushongo (ADN), qui opère à Ndosho, est un autre exemple d'initiative active d'autodéfense menée par des jeunes. Outre l'objectif de promouvoir le développement du quartier, l'ADN vise à protéger les habitants et leurs biens. En petits groupes, les jeunes de l'ADN se répartissent entre quatre sections du quartier à la nuit tombée. Au moyen de talkiewalkies et de sifflets, ils communiquent entre eux et se préviennent en cas de danger. Ils collaborent bien avec la PNC, remettant souvent des voleurs présumés au poste de police de Nyabushongo. Notons toutefois que l'ADN rend sa propre justice, en passant les voleurs à tabac, par exemple.¹¹⁴ Les habitants ont généralement une opinion positive de l'ADN et de son travail.¹¹⁵ D'après son coordinateur, l'une des raisons en est que les membres de l'ADN travaillent bénévolement: « Vous pouvez nous motiver [nous donner de l'argent] si vous êtes content de notre service. »¹¹⁶ A contrario, un autre membre de l'ADN a expliqué: « L'Anti-gang passe d'un magasin à un autre pour demander 200 CDF [0,12 dollar]. Pas nous. »¹¹⁷

L'Anti-gang est un autre acteur populaire du maintien de l'ordre en milieu urbain, actif à Goma depuis plus d'une dizaine d'années.

113 Projet Usalama III, entretien avec le dirigeant de l'Association des jeunes, Goma, 4 avril 2019.

114 Projet Usalama III, entretien avec un coordinateur et chef de sécurité de l'ADN, Goma, 10 avril 2019.

115 Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des jeunes, Goma, 9 avril 2019.

116 Projet Usalama III, focus group avec l'ADN et l'Association des jeunes, Goma, 10 avril 2019.

117 Projet Usalama III, entretien avec un coordinateur et chef de sécurité de l'ADN, Goma, 10 avril 2019.

Regroupant des gangs¹¹⁸ et des *sportifs* (formés aux arts martiaux) munis de *nunchakus* (mot japonais désignant une arme utilisée dans la pratique des arts martiaux), ce mouvement affirme protéger la population de la criminalité et de la violence quotidiennes dont les *maibobo* et les voleurs sont responsables. L'Anti-gang a été créé en 2007 pour protéger le marché de Virunga et, du fait de son succès, il s'est progressivement mis à opérer dans toute la ville. Dans le quartier de Ndosho, un groupe d'une dizaine ou d'une vingtaine d'anti-gangs est particulièrement actif autour du point chaud commercial de Station Simba et du rond-point Terminus. Pendant la journée, les gens peuvent faire appel à eux s'ils se font voler des affaires, par exemple un téléphone portable, ou si un *maibobo* ou un gang les menace. Moyennant une somme modique, l'Anti-gang tentera de retrouver votre téléphone ou de dissuader le *maibobo* ou le gang de vous causer des ennuis.¹¹⁹

En échange de cette protection, les membres de l'Anti-gang demandent une contribution volontaire hebdomadaire de 200 CDF (0,12 dollar) par magasin et par vendeur dans sa zone d'opération. Depuis la création du mouvement, ses activités ont fluctué, selon qu'il bénéficiait ou non du soutien du maire ou des agents de police. Lorsqu'il est soutenu, l'Anti-gang effectue souvent des travaux pour eux; par exemple, pour trouver des personnes recherchées, expulser des marchés pirates ou fournir un service de sécurité musclé lors de manifestations publiques. Par ailleurs, il se trouve souvent en conflit avec certains de ces acteurs, après quoi des membres peuvent se retrouver en prison ou être obligés de se cacher. D'une manière générale, les habitants de Ndosho ont tendance à avoir une image négative des anti-gangs. Cela est en grande partie dû au fait que leurs contributions hebdomadaires libres sont de moins en moins volontaires. En outre, les anti-gangs ont été accusés d'être complices

.....

118 A Goma, le mot « gang » désigne une personne dure qui présente des qualités propres à un gang plutôt qu'un groupe de personnes impliquées dans des comportements illicites. Néanmoins, un grand nombre d'entre eux se livrent à des activités criminelles.

119 Maarten Hendriks, « The Politics of Everyday Policing in Goma: The Case of the Anti-Gang », *Journal of Eastern African Studies* 1/2 (2018): 274–289.

d'un grand nombre de délits commis dans le quartier. Un commerçant local résume ainsi la situation:

L'Anti-gang... Ah, ce sont aussi des gangs. Ils fument de l'herbe. Ils [les gangs et les anti-gangs] se connaissent. Ils font sembler de lutter contre les *maibobo*, puis demandent de l'argent. Je leur donne 200 CDF [0,12 dollar] chaque semaine. Si vous ne payez pas, ils peuvent vous prendre vos biens. Ils disent que l'argent est pour leur maître. Ce sont des karatékas. Je ne leur ai jamais demandé leurs papiers mais ils travaillent pour la mairie.¹²⁰

Ce témoignage illustre la capacité d'évolution et l'instabilité de la position et de la légitimité des groupes anti-gang aux yeux de la société urbaine de Goma. Les anti-gangs peinent désormais à opérer en raison des nombreuses plaintes et des dénonciations faites par des personnes vivant et travaillant à Ndosho, et de l'effondrement de leur réseau clientéliste – la ville a un nouveau maire, et un commissaire de police haut-gradé qui était affilié au groupe a été muté. Après les élections de 2019, à l'initiative des Deboutistes, ils ont été violemment chassés du quartier. L'un d'eux a par ailleurs subi un passage à tabac violent. Depuis, l'activité anti-gang à Ndosho est de très faible ampleur.¹²¹

Justice populaire

Enfin, la justice populaire constitue une réponse collective importante à l'insécurité grandissante. A Goma, il s'agit généralement de lynchages, c'est-à-dire que les voleurs présumés appréhendés sont soit lapidés à mort, soit brûlés vifs par une foule en colère. Cette forme de justice populaire prend de l'importance depuis quelques années.¹²²

.....
120 Conversation informelle avec le propriétaire d'un commerce, Goma, 12 novembre 2015.

121 Projet Usalama III, focus group avec des Deboutistes, Goma, 8 avril 2019; Projet Usalama III, focus group avec l'Anti-gang, Goma 5 avril 2019.

122 Mairie de Goma, 2016; Mairie de Goma, 2017.

L'exemple qui suit illustre bien la manière dont peut se produire un incident de justice populaire. Après le braquage armé d'un jeune couple à Ndosho, l'un des bandits a été maîtrisé par le mari. Le système d'alerte du quartier ayant été déclenché, les gens ont commencé à arriver et à interroger le coupable au sujet de ses complices, qui avaient déjà pris la fuite. Le malfaiteur a gardé le silence et a été emmené jusqu'à un carrefour situé non loin de là, où une foule venue de différents endroits du quartier l'a lapidé. Plusieurs heures plus tard, la police est arrivée et l'a emmené à l'hôpital, où il est décédé. La police n'a mené aucune enquête. Comme l'a remarqué avec insistance le chef de quartier adjoint de Ndosho, « Qui vouliez-vous que nous arrêtions? »¹²³ Une caractéristique essentielle de ce type de justice populaire est qu'il est difficile d'identifier les auteurs de délits à titre individuel. Un membre de la communauté explique:

Les gens viennent de loin pour regarder et participer. Des hommes, des femmes, des enfants, tout le monde. Mais pas de gens d'ici. Les voisins et victimes [du vol qualifié] se contentent d'observer. ... Même le chef ne peut pas se montrer. Autrement il est complice [de l'acte de justice populaire].¹²⁴

Pour ne pas se faire persécuter, et de peur de représailles de la part des complices et des proches du voleur ainsi ciblé, les personnes interrogées ont fait valoir que ceux qui étaient directement affectés ne participaient pas à la mise à mort. C'est également pour cette raison que le jeune couple ciblé par les bandits, dont il était question ci-dessus, a déménagé pour se cacher pendant un certain temps; même leurs voisins ne savaient pas où ils se trouvaient.¹²⁵

La justice populaire ne cible pas que les voleurs. Elle peut également viser des individus perçus comme faisant du tort à la communauté mais

.....
123 Projet Usalama III, entretien avec un chef de quartier adjoint, Goma, 26 mars 2019.

124 Projet Usalama III, focus group avec trois femmes et un chef d'avenue, Goma, 27 mars 2019.

125 Projet Usalama III, focus group avec trois femmes et un chef d'avenue, Goma, 27 mars 2019.

qui échappent aux sanctions. La justice populaire peut donc être interprétée comme une tentative de rétablir des normes de justice dans un Etat marqué par la violence et l'impunité.¹²⁶ En mai 2019, le bureau du chef de quartier et le poste de police de Kyeshero mitoyen étaient en cours de reconstruction après qu'une foule en colère les avait réduits en cendres. Cet incident s'était produit à l'issue d'un événement survenu en mars 2019, lors duquel des personnes avaient attrapé un voleur à Station Simba, près d'un carrefour très fréquenté de Ndosho. Craignant pour sa vie, le voleur avait tenté de rejoindre le poste de police de Kyeshero, au sud de Ndosho. Un agent de la PNC basé à ce poste, voyant arriver la foule, avait tiré des coups de feu pour la disperser, tuant accidentellement une jeune vendeuse de canne à sucre au bord de la route. La foule avait retourné sa colère contre le commissariat et le bureau du chef de quartier mitoyen, incendiant les deux bâtiments.

La communauté peut aussi mettre en œuvre des stratégies et des engagements d'ordre collectif et civil consistant à se prendre en charge. Mais ces actions ne sont pas toujours propices à la cohésion sociale, et elles peuvent encore renforcer la prolifération populaire de la violence urbaine.

Réponses individuelles

Les habitants de Goma ont tenté de s'adapter à l'évolution de la situation sécuritaire grâce à des mesures individuelles visant à se protéger eux et leurs familles. Ces mesures varient selon leur statut socioéconomique et les réseaux dont ils disposent. Une réponse radicale face à l'insécurité consiste à déménager. Lors des périodes d'insécurité intense, ceux qui ont de l'argent, des relations et les bons papiers franchissent souvent la frontière pour se rendre au Rwanda, ne rentrant à Goma qu'une fois la situation stabilisée. De même, après un braquage à leur domicile, il arrive que les personnes qui en ont les moyens déménagent vers un

.....
126 Verweijen, « Between « Justice » and « Injustice » », 2016.

quartier plus sécurisé de la ville.¹²⁷ D'autres choisissent d'engager un agent de police privé pour leur protection personnelle; l'avantage est que, contrairement aux sociétés de sécurité privées, les policiers sont armés.¹²⁸

De nombreux vols étant ciblés, les gens évitent généralement de circuler à pied dans le quartier avec de l'argent sur eux. Une femme d'affaires de Mugunga explique ainsi:

J'ai été attaquée par des hommes armés dans mon magasin le jour où j'ai touché les 800 dollars qui représentaient ma part du *likelemba* [système d'épargne local]. Des soldats de l'armée sont venus me demander exactement le montant que j'avais perçu ! Ils se sont mis à tirer des coups de feu et sont entrés. Egalement en direction de mes voisins. Ils ont tout pris et ont attaqué mon fils de 16 ans. Nous avons dû passer six mois à l'hôpital avec lui.¹²⁹

Certains groupes d'épargne locaux ont adapté leur système de paiement en instaurant un roulement au niveau du trésorier. Si, précédemment, les paiements étaient effectués selon un calendrier fixe, celui-ci n'est plus transmis aux membres et le trésorier contacte les membres à titre individuel. Cela montre que le phénomène de violence exerce des pressions sur les mécanismes collectifs urbains de résilience et contraint la population à s'adapter au contexte actuel.

Malgré le risque associé au fait d'avoir de l'argent sur soi, ne pas en avoir peut être tout aussi dangereux si l'on est la cible d'un vol qualifié. Par exemple, un habitant de Ndosho a expliqué qu'en janvier 2018, une dizaine d'hommes vêtus de l'uniforme des FARDC étaient entrés chez

.....
127 Projet Usalama III, entretien avec un bourgmestre, Goma, 4 avril 2019; Projet Usalama III, exercice de cartographie mentale avec des habitants de Ndosho, Goma, 9 avril 2019.

128 Depuis 2007, les sociétés de sécurité privées sont une activité en plein essor à Goma, en partie du fait de la présence croissante de banques et d'organisations internationales humanitaires et de développement. Voir: Karen Büscher et Koen Vlassenroot, « Humanitarian Presence and Urban Development: New Opportunities and Contrasts in Goma, DRC », *Disasters* 34/2 (2010): 256–273.

129 Projet Usalama III, entretien avec des femmes d'affaires, Goma, 25 mars 2019.

lui en tirant des coups de feu. Lui et son épouse ont tenté de se cacher dans la chambre, mais les militaires sont entrés. Il leur a dit qu'il n'avait pas d'argent, alors les hommes ont de nouveau tiré des coups de feu. Sa femme est intervenue en donnant aux militaires 360 dollars que leur fille leur avait donnés. « Heureusement', s'est-il exclamé, « sinon ils auraient pu nous tuer. »¹³⁰

La situation à Goma s'est tellement détériorée que les enfants sont gardés à l'intérieur chaque fois que l'insécurité s'intensifie, et que tout le monde se dépêche de rentrer chez soi à la nuit tombée – même sortir de sa maison principale pour aller aux toilettes pose un risque.¹³¹ De nombreuses mères, craignant que leurs enfants ne se fassent enlever, essaient de les sensibiliser et de les éduquer sur ce point en leur disant de faire attention.¹³² Les mécanismes de sécurité largement utilisés, comme les chiens de garde et les dispositifs de double verrouillage, ne sont plus jugés très efficaces.

.....
130 Projet Usalama III, entretien avec un habitant, Goma, 27 mars 2019.

131 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019.

132 Projet Usalama III, focus group avec des commerçantes, Goma, 9 avril 2019; Projet Usalama III, entretien avec une mère de trois garçons, Goma, 10 avril 2019.

6. Conclusions et considérations politiques

L'insécurité urbaine fait désormais partie du quotidien à Goma, et les résidents de la ville sont habitués à la passivité généralisée des forces de sécurité et des autorités de l'Etat face à ce phénomène. Pour lutter contre l'insécurité urbaine à Goma, les décideurs politiques devraient prendre le temps d'écouter et de mieux comprendre le vécu des habitants de la ville, ainsi que ce qu'ils proposent pour venir à bout de cette problématique. Notamment:

Inclure les villes dans l'agenda sécuritaire

La sécurité et la protection urbaines ne sont généralement pas considérées comme des questions prioritaires dans l'est du Congo. La communauté internationale et les autorités provinciales négligent les villes et les dynamiques urbaines dans leurs agendas axés sur la résolution des conflits et la médiation, la consolidation de la paix, le désarmement et la protection. Un investissement dans la sécurité à Goma exigera non seulement de faire évoluer ou d'élargir les agendas, mais aussi d'adapter les connaissances et les stratégies existantes. L'organisation des structures de gouvernance en zone urbaine est différente de celle des zones rurales, et marquée par une multitude de services et d'acteurs qui se recoupent. Plusieurs dimensions de l'insécurité urbaine à Goma sont similaires à ce que l'on trouve dans d'autres villes congolaises qui ne sont pas des zones de conflit, ce qui suggère qu'il faut aller au-delà du cadre du conflit. Un engagement en faveur de la lutte contre l'insécurité urbaine devrait aussi se traduire par d'importants investissements dans l'infrastructure urbaine, notamment dans l'éclairage public.

Accroître le déploiement de personnels de sécurité formés convenablement

Un grand nombre d'unités de la PNC et des FARDC sont déployées à Goma. La ville étant le siège du gouvernement provincial, les services de sécurité étatiques y sont plus prévalents que dans l'arrière-pays rural. Parallèlement, les postes de police au niveau des quartiers disposent d'effectifs et d'équipements inadaptés. La nuit, à l'écart des grands axes où opèrent les patrouilles mixtes de la PNC et de la PM, les voleurs, les bandits et les ravisseurs sont libres de se déplacer comme bon leur semble. Pour venir à bout de cette problématique, les postes de la PNC et des FARDC situés dans les quartiers périphériques de Goma devraient être renforcés et la police devrait recevoir une formation et des ressources adéquates pour pouvoir faire son travail efficacement. Cependant, le déploiement d'un plus grand nombre de policiers et de militaires n'est pas toujours synonyme d'une sécurité accrue. En réalité, les habitants se plaignent souvent des actes de harcèlement auxquels les unités de la PNC et des FARDC les assujettissent. Par conséquent, l'octroi d'une formation et de ressources financières est tout aussi important qu'une simple hausse du nombre des personnels de sécurité. C'est la raison pour laquelle les bailleurs devraient s'engager en faveur de la réforme globale de la police en cours au Congo afin d'appuyer une formation et un déploiement adaptés.

Mettre fin à l'impunité pour venir à bout de la complicité

L'impunité est sans cesse citée comme l'un des principaux moteurs sous-jacents de l'insécurité urbaine à Goma. Elle résulte d'une logique fondée sur la complicité et une dépendance entre les forces de sécurité étatiques et les criminels. Pour venir à bout de l'impunité, il est primordial de mettre fin à cette dépendance. Il ne suffit pas pour cela d'investir dans les aspects juridiques que sont la poursuite en justice, la mise en détention et l'Etat de droit. Il est également important de comprendre les intérêts clés entrant en jeu dans les réseaux clientélistes. Ce n'est que lorsque cet aspect aura été cerné que l'on pourra commencer à démanteler un système qui récompense la violence et le harcèlement à tous les niveaux.

Venir à bout de la dimension urbaine des activités des groupes armés

Pour comprendre les processus d'insécurité à Goma, il convient de déchiffrer la position de la ville dans le contexte de ses dynamiques économiques, politiques et militaires au sens large. En effet, si l'on veut comprendre la violence, la criminalité et l'insécurité urbaines, il faut étudier de plus près les relations entre les groupes armés et les élites urbaines ou les acteurs économiques. Les villes ont beau présenter des terrains opérationnels plus complexes pour les groupes armés, qui doivent gérer un réseau hétéroclite d'acteurs et d'espaces, les rapports intimes entre les marchés urbains et les acteurs armés doivent être pris en compte pour réussir à venir à bout de la violence urbaine et à démanteler les réseaux criminels. Le fait de s'intéresser à ces questions ne doit pas pour autant rendre invisibles les autres dynamiques locales. La concurrence autour des terres urbaines à forte valeur ou les luttes de pouvoir dans le secteur des affaires peuvent être à l'origine de certaines formes violentes d'insécurité urbaine. Il convient de considérer avec prudence les théories selon lesquelles ce sont les groupes armés qui sont au cœur du problème, en reconnaissant le rôle clé qu'ils pourraient jouer dans la mobilisation de mécanismes politiques.

Inclure les jeunes dans les programmes de lutte contre l'insécurité urbaine

Les jeunes jouent un rôle actif dans les tentatives communautaires de lutte contre l'insécurité. Ce sont des acteurs suffisamment capables et compétents pour occuper certaines parties de l'espace politique afin d'inciter le gouvernement à s'intéresser aux questions de sécurité. L'inclusion des jeunes dans la gouvernance sécuritaire urbaine doit se faire avec une certaine prudence et les résultats devront être évalués d'un œil critique. Parallèlement, on relève des exemples de bonnes pratiques, notamment les Associations des jeunes au niveau des quartiers, qui bénéficient d'une forte légitimité au sein de la population urbaine. Ces formes de proximité entre résidents urbains et prestataires de sécurité sont essentielles pour limiter l'espace dont disposent les criminels dans le quartier. En soutenant des structures de ce type, leurs relations avec

l'administration de Goma et les forces de sécurité pourraient s'en trouver renforcées et institutionnalisées.

Acronymes, vocabulaire et expressions

ADN	Association pour le développement de Nyabushongo
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ANR	Agence nationale de renseignements
Association des jeunes	Entité liée à l'administration congolaise
Auto-prise en charge	Expression populaire utilisée dans différents contextes mais surtout pour désigner le fait que l'on assume soi-même des responsabilités envers les questions de sécurité et de justice
Banyarwanda	Personnes venant du Rwanda (en swahili)
Bourgmestre	Personne occupant une position administrative urbaine qui a été élue officiellement et dirige la commune
Cadre de base	Position au niveau de l'administration municipale le plus bas, se composant du chef de quartier, des chefs de cellules, des chefs d'avenues et du <i>nyumba kumi</i> (chef de dix maisons)
Chef d'avenue	Personne chargée d'une avenue
Chef de quartier	Position officielle de la hiérarchie administrative urbaine. Nommé officiellement par le bourgmestre élu.
Chef de quartier adjoint	L'adjoint du chef de quartier
CIAT	Vient de « commissariat'.
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
Commune	Plus grande entité administrative de la ville; Goma est répartie en deux communes: Karisimbi et Goma.

FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
Filimbi	Sifflet (en swahili). Mouvement citoyen basé en milieu urbain.
GMI	Groupe mobile d'intervention, une unité de la PNC
LUCHA	Lutte pour le changement. Mouvement citoyen basé en milieu urbain qui a démarré à Goma.
M23	Mouvement du 23 Mars
Maibobo	Enfants des rues (en swahili)
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
Munzenze	Nom de la prison centrale à Goma
Parquet	Bureau du procureur
PDI	Personne déplacée interne
PM	Police militaire, une unité des FARDC
PNC	Police nationale congolaise
Quartier	Entité administrative urbaine se plaçant en dessous de la commune et au-dessus de la cellule et de l'avenue
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo (ou Congo)
Sous-CIAT	Sous-commissariat, poste de police de niveau inférieur

Bibliographie

- Baaz, Maria Eriksson, et Ola Olsson. « Feeding the Horse: Unofficial Economic Activities within the Police Force in the Democratic Republic of the Congo. » *African Security* 4, no. 4 (1^{er} octobre 2011): 223–41.
- Boeck, Filip de, et Sammy Baloji. *Suturing the City: Living Together in Congo's Urban Worlds*. Londres: Autograph, 2016.
- Bouvy, Alexis. « Nous n'avons que nos yeux pour pleurer: Protection, insécurité et criminalité dans la ville de Goma, Nord Kivu. » Oxfam GB, 2014.
- Büscher, Karen. « Conflict, State Failure and Urban Transformation in the Eastern Congolese Periphery. » Doctorat, université de Gand, 2011. <https://biblio.ugent.be/publication/2092391/file/4335807>.
- . « Urban Governance Beyond the State: Practices of Informal Urban Regulation in the City of Goma, Eastern D.R. Congo. » *Urban Forum* 23, no. 4 (1^{er} décembre 2012): 483–99. doi:10.1007/s12132-012-9170-0.
- Büscher, Karen, et Koen Vlassenroot. « Humanitarian Presence and Urban Development: New Opportunities and Contrasts in Goma, DRC. » *Disasters* 34, no. s2 (2010): S256–73.
- Butwali Mabingo, Timothée. « Raisons de la persistance des cas d'assassinats dans la ville de Goma de 2004 à 2008. » UNIGOM, 2008.
- Hendriks, Maarten. « The Politics of Everyday Policing in Goma: The Case of the Anti-Gang. » *Journal of Eastern African Studies* 12, no. 2 (3 avril 2018): 274–89. <https://doi.org/10.1080/17531055.2018.1459976>.
- Janet MacGaffey. *Entrepreneurs and Parasites. The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*. Cambridge: Cambridge University Press, 1987.
- Marijnen, Esther, et Judith Verweijen. « Pluralising Political Forests: Unpacking « the State » by Tracing Virunga's Charcoal Chain. » *Antipode* 0, no. 0 (2018): 1–22.
- Mukohya Vwakyankazi. « Import and Export in the Second Economy in North Kivu. » Dans *The Real Economy of Zaïre. The Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth*, édité par Janet MacGaffey. Oxford: James Currey, 1991.
- Pole Institute. « Est de la RDC: Le Crime Banalisé. » Regards Croisés. Goma, 2009.
- Pole Intstitute, « Problématique de la recrudescence de l'insécurité dans la commune de Karisimbi », Goma: Pole Institute, 2018.
- Scott, Steward Andrew. *Laurent Nkunda et la Rébellion du Kivu*. Paris: Karthala, 2008.

- Stanislas, Bucyalimwe Mararo. « Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise. » *L'Afrique Des Grands Lacs 2001–2002* (2002).
- Stearns, Jason, et Christoph Vogel. « The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo. » New York: Center on International Cooperation, 2015. <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2015/11/CRG-Armed-Groups-in-the-Congo.pdf>.
- Stearns, Jason, et X. « Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu. » *Projet Usalama*. Londres: Rift Valley Institute, 2013. <https://biblio.ugent.be/publication/4327886/file/4327897.pdf>.
- Theza, Cécile Kavira. « Impact des guerres de libération sur le tourisme dans la ville de Goma. » *Mémoire de Maîtrise*, Centre universitaire de Kisangani Extension Goma, 1999.
- Thill, Michel. « Police at Work in Bukavu: Negotiating Revenue-Generation in Urban Pirate Markets. » Dans *Negotiating Public Services in the Congo*, édité par Tom De Herdt et Kristof Titeca. Londres: Zed Books, 2019.
- Titeca, Kristof, et Daniel Fahey. « The Many Faces of a Rebel Group: The Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo. » *International Affairs* 92, no. 5 (2016): 1189–1206.
- Trefon, Theodore. *Reinventing Order in the Congo: How People Respond to State Failure in Kinshasa*. Londres ; New York ; Kampala, Ouganda: Zed Books Ltd, 2004.
- Verhoeve, Anna. « Goma Na de Uitbarsting. Knelpunten En Mogelijkheden Voor Ruimtelijke Planning. » Université de Gand, 2003.
- Verweijen, Judith. « Between « Justice » and « Injustice »: Justice Populaire in the Eastern DR Congo. » JSRP Policy Brief Series. The Justice and Security Research Programme, 2016.
- « From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo. » *African Studies Review* 58, no. 2 (2015): 157–80.

Publications choisies du Projet Usalama



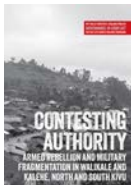
Un microcosme de militarisation: Conflit, gouvernance et mobilisation armée en territoire d'Uvira

Ce rapport analyse la militarisation en territoire d'Uvira et la manière dont celle-ci façonne les rapports entre conflits locaux, gouvernance et mobilisation armée.



Ambiguous Order: Youth Groups and Urban Policing in the Congo

This briefing examines the structure, operations and social function of youth policing groups in Bukavu, Goma and Uvira.



Contesting Authority: Armed rebellion and military fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu

This report analyses the involvement of armed groups in public life in the territories of Kalehe and Walikale, which has led to further militarization and fragmentation of public space and social interactions.



Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

Ce rapport résume le contexte historique de la profusion des groupes armés qui ont surgit dans les deux dernières décennies dans la province du Nord-Kivu en RDC.



Recycling Rebels: Demobilization in the Congo

This briefing analyses why and how previous DDR processes have failed, and provides a sketch of the current state of affairs and future prospects for demobilization.



South Kivu: Identity, territory and power in the eastern Congo

This report outlines the historical dynamics behind the armed movements in South Kivu, focusing on the period before and leading up to the First Congo War.



Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo

Ce briefing examine les principaux mécanismes qui sous-tendent la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo pour venir à bout de cette problématique.



The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity

The final report of phase I of the Usalama Project presents conclusions from 18 months of field research on the national army and armed groups in the eastern DRC focussing on armed mobilization in North and South Kivu, the FARDC and a critical review of past and current efforts in the field of demobilization and army reform.



The Ebb and Flow of Stabilization in the Congo

This briefing examines the mixed approach of MONUSCO towards the implementation of the I4S and suggests that it would be appropriate for the UN mission and its partners to continue to advance this framework.

DEPUIS LE DÉBUT DE 2019, UNE SÉRIE DE MEURTRES, DE VOLS QUALIFIÉS AVEC VIOLENCE ET D'ENLÈVEMENTS FRAPPE LES QUARTIERS PÉRIPHÉRIQUES DE GOMA. L'AGGRAVATION RAPIDE DE CETTE CRIMINALITÉ VIOLENTE A ALARMÉ LES HABITANTS DE LA VILLE ET LES A POUSSÉS À RÉCLAMER UNE RÉPONSE PLUS EFFICACE AU GOUVERNEMENT LOCAL ET AUX SERVICES DE SÉCURITÉ. LE PRÉSENT RAPPORT PRÉSENTE LES DYNAMIQUES ET LES DIVERSES EXPÉRIENCES DE L'INSÉCURITÉ URBAINE À GOMA, ET LES RÉPONSES QUI Y SONT APPORTÉES. LE RAPPORT FAIT VALOIR L'IDÉE SELON LAQUELLE LES DÉCIDEURS POLITIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DEVRAIENT SE PENCHER SÉRIEUSEMENT SUR LA DIMENSION URBAINE DE L'INSÉCURITÉ À L'EST DU CONGO.



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
مركز الأبحاث
Machadka Dooxada Rift
የቦምብ ዕለታዊ ጥናት ተቋም
Instituto do Vale do Rift
非洲冲突研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-67-8



9 781907 431678 >